

L'empêcheur de croire en rond

GoZias

HEBDO 513

11^{ème} année - semaine du 1^{er} au 7 février 2018 - 2 €

ÉCONOMIE > 6
Quand les familles pauvres
se resserrent chez eux

ENTRETIEN > 10
Anselm Grun : « Tu ne dois
pas attendre d'être parfait »

SOCIÉTÉ > 8
Notre-Dame-des-Landes :
le monde vu d'avion...

INTERNATIONAL > 16
Chili : les excuses du pape
François en question



République démocratique du Congo :
manifestations pacifiques réprimées

L'Église en marche contre Kabila



CONTROVERSE > MRJC : le trumpisme
catholique de Mgr Ginoux

Indifférence et neutralité malvenues

Un peu plus d'un an après le terme du dernier mandat de Joseph Kabila en décembre 2016, l'incertitude plane toujours sur la tenue des élections. Pour se maintenir au pouvoir et contourner la constitution qui prévoit un président élu au suffrage universel direct pour cinq ans, Kabila et son clan n'ont cessé de repousser le scrutin et de tirer parti de l'éclatement de l'opposition, notamment après la disparition d'Etienne Tshisedeki, chef de file du parti Union pour la démocratie et le progrès social. Depuis son décès, le 1er février 2017 à Bruxelles, son corps n'a pu être rapatrié à Kinshasa... Plus dangereux mort que vivant ?

Ancienne colonie belge, le pays n'a jamais connu de passation pacifique de pouvoir depuis son indépendance en 1960. Sous le maréchal Mobutu, trente-trois ans de dictature entre 1965 et 1997, auquel succèdent les Kabila père et fils. Pourtant, quelque chose est en train de bouger... Une des institutions les plus structurées de la République démocratique du Congo, l'Eglise catholique, avec environ 35 millions de fidèles, presque la moitié de la population, représente 40 % des écoles et des hôpitaux. Elle était toute désignée pour apporter sa médiation, lorsqu'était signé fin 2016 un accord entre le pouvoir et l'opposition pour des élections fin 2017. Fragilisée par la non-application de l'accord qui a apporté une caution à Joseph Kabila pour se maintenir au pouvoir, l'Eglise catholique était restée jusque-là dans une prudente réserve et ne s'était pas associée aux précédentes manifestations. C'est le Comité laïc de coordination, organisation catholique reconnue par l'archidiocèse de Kinshasa, qui lance le mouvement de contestation, bientôt suivi par des laïcs

protestants et plus timidement par le représentant de la communauté islamique. Le cardinal-archevêque de Kinshasa s'est exprimé à deux reprises avec vigueur... après les deux grandes marches du 31 décembre 2017 et du 21 janvier 2018. Devant le seuil d'exaspération populaire, les responsables catholiques sont sommés de prendre position et ne peuvent plus revendiquer la neutralité. Ils n'ont plus le choix. Depuis le Congo Kinshasa nous parvient une bonne nouvelle : celle de la force des laïcs lorsqu'ils s'unissent.

La France, comme c'est souvent le cas, n'est pas désintéressée ni au-dessus de tout soupçon. Elle a des intérêts économiques importants, notamment avec les concessions pétrolières du lac Albert, déjà obtenues par Total qui pourrait lorgner sur de nouveaux contrats. On peut raisonnablement suspecter Emmanuel Macron de privilégier de tels intérêts à la solidarité avec les Congolais. Il l'avait bien dit en campagne, et l'a redit lors de la réception du dictateur égyptien le 24 octobre 2017 : il ne met pas la défense des droits humains au centre de l'action diplomatique française. La firme pétrolière et gazière française peut obtenir un bénéfice sur le court terme, mais le calcul est mauvais sur le moyen terme. La colère légitime des Congolais et des Africains en général se retournera vers les entreprises françaises. On peut parler, pour la République démocratique du Congo, de vingt ans de génocide qui se soldent par 5,4 millions de victimes. Dans la seule région du Kasai, selon un communiqué de l'Unicef du 17 décembre 2017, au moins 400 000 enfants de moins de 5 ans souffrent de malnutrition et pourraient mourir sans interventions sanitaires et nutritionnelles. Toute indifférence ou neutralité seraient particulièrement malvenues. □ Goliath (Illustration de la Une : © DR)

EDITORIAL

République démocratique du Congo :

L'Eglise en marche contre Kabila

Eva Lacoste

A l'issue de son second mandat, en décembre 2016, le président aurait dû céder la place afin de respecter la constitution. Il n'en a rien fait, aggravant un lourd bilan marqué par les violences policières, l'augmentation de la pauvreté, l'affairisme et la corruption. A l'initiative des marches interdites de décembre 2017 et janvier 2018, les mouvements d'Eglise sont aujourd'hui le fer de lance de la contestation. En réponse, l'usage de la force par le pouvoir marque une fuite en avant qui renforce le sentiment d'incertitude politique et amplifie une situation humanitaire préoccupante.

Les Congolais s'étaient déjà exprimés le 26 mai 2016, après l'arrêt de la Cour constitutionnelle qui permettait à Joseph Kabila de rester en place « jusqu'à l'élection d'un nouveau président ». Les 19 et 20 décembre suivants, ils descendaient dans la rue, en particulier à Kinshasa et Lumumbashi, les deux plus grandes villes

du pays. Bilan : au moins 19 victimes tuées par balles. Et des manifestations désormais interdites. Le 31 décembre 2016, alors que le mandat de Joseph Kabila venait d'expirer et que des présidentielles n'avaient pas été organisées, l'opposition et le pouvoir s'étaient entendus sur la gestion du pays jusqu'aux prochaines

élections présidentielles, législatives et communales, au plus tard à la fin 2017. Signé avec la médiation de la Conférence épiscopale congolaise, « l'accord de la Saint-Sylvestre » prévoyait une transition politique durant laquelle le président Joseph Kabila resterait en place. Un an plus tard, rien n'avait bougé.¹

Les laïcs prennent le relais

Le 31 décembre 2017, jour anniversaire de l'accord de la Saint-Sylvestre, le Comité laïc de coordination, mouvement reconnu par l'Eglise catholique, appelait à une marche pour exiger le départ de Joseph Kabila et invitait les Congolais « à se lever » pour « libérer l'avenir et faire du pays une terre de paix, de dignité, d'hospitalité et de progrès pour tous ». Dans un communiqué, le Comité



© DR

exigeait « la libération sans condition des prisonniers politiques, la fin de l'exil des opposants menacés d'arrestation à leur retour au pays, la libéralisation des espaces médiatiques, la fin du dédoublement¹ des partis politiques, la restructuration de la Commission électorale, l'engagement de Joseph Kabila de ne pas briguer un troisième mandat ». En réponse, une violence qui a fait au moins six morts. Selon des témoins, une vraie atmosphère de guerre ou de coup d'Etat : accès à Internet coupé, installation de barrages, contrôle et fouille des véhicules, armée et police en faction devant les paroisses de la capitale, dispersion de messes au gaz lacrymogène à Kinshasa, dans la cathédrale de Notre-Dame du Congo (Lingwala, quartier populaire au nord de Kinshasa), dans l'église Saint-Michel (commune de Bandalunga, au centre de Kinshasa)... Douze enfants de chœur en aube, à la tête d'un cortège à la sortie d'une paroisse du centre de Kinshasa ont été embarqués à bord d'un véhicule de police. Les Congolais manifestaient à nouveau le dimanche 21 janvier 2018, à l'appel du Comité laïc de coordination. Les marches pacifiques étaient brutalement réprimées par la police à coups de gaz lacrymogènes, ainsi que par

des tirs à balles réelles signalés dans six villes, selon la nonciature apostolique : Kinshasa (la capitale), Kisangani (nord-est), Goma et Bukavu (région du Kivu², à l'est), Lumumbashi (sud-est), Mbuji-Mayi (centre)³. Dans tout le pays, selon la même source, soixante-et-une paroisses ont été visées, dont quarante à Mbuji-Mayi et treize dans la capitale (sur un total de 160 environ). Selon un bilan sans doute provisoire, il y aurait une dizaine de morts, plusieurs dizaines de blessés et près de 150 arrestations.

Le cardinal-archevêque donne de la voix

A Kinshasa, seize personnes ont été blessées à proximité de l'église Saint-Joseph où la messe avait connu une affluence exceptionnelle, avec la présence d'opposants à Joseph Kabila : Félix Tshisekedi, chef de file de l'Union pour la démocratie et le progrès social, et Martin Fayulu, président du parti politique Engagement pour la citoyenneté et le développement. Près de Sainte-Marie de Kimwenza, la marche a commencé après la messe de 6 h 30, avec la participation de six prêtres ; à Saint-François-de-Salles, où une jeune fille de

16 ans, Thérèse Kapamgala, était tuée par des tireurs postés dans un camion de la garde présidentielle, les quelque cinq cents marcheurs ont dû se replier à plusieurs reprises dans l'église où ils ont été poursuivis par les forces de l'ordre et asphyxiés par des grenades lacrymogènes. Selon des témoignages recueillis par l'association Survie, les gaz lacrymogènes ont été utilisés dans une maternité et des manifestants ont été tués par des tirs de mitrailleuse.

Deux jours plus tard, le 2 janvier 2018, le cardinal-archevêque de Kinshasa réagissait dans un communiqué sans équivoque où il qualifie de « barbarie » les méthodes employées par la police congolaise, des « prétendus hommes en uniforme »⁴. Laurent Monsengwo Pasinya dénonce « l'instrumentalisation de la liberté religieuse pour masquer des intérêts occultes, comme l'accaparement des ressources, des richesses, le maintien au pouvoir par des méthodes anticonstitutionnelles », et affirme notamment : « Il est temps que la vérité l'emporte sur le mensonge systémique, que les médiocres dégagent. »



© DR

Catholiques et protestants marchent d'un même pas

Peu après, les marches du 21 janvier 2018 connaissaient une affluence encore plus importante que celles du 31 décembre, comme le confirme le Comité laïc de coordination. Cette fois, les catholiques ont été rejoints par des laïcs protestants, ainsi que par des kimbanguistes, Eglise indépendante chrétienne de type prophétique surtout présente en République démocratique du Congo. « Parmi les morts, il y a eu un musulman, ce qui signifie que toutes les religions ont participé aux marches », déclarait Isidore Ndaywel,

membre du Comité laïc. Le 16 janvier 2018, la Coordination des laïcs protestants avait lancé un appel pour soutenir les marches des laïcs catholiques et écrit dans son communiqué : « Si tu es neutre en situations d'injustice, tu as choisi le parti de l'opresseur (...) Garder le silence ou rester indifférent est un acte de complicité (...) Lever la voix est un devoir citoyen. » Le même jour, anniversaire de l'assassinat de Laurent-Désiré Kabila (16 janvier 1997), père du président, le pasteur François-David Ekofo tonnait à son tour contre la répression policière pendant le culte protestant, en présence d'officiels et de membres de la famille de Joseph Kabila. Une homélie vigoureuse, très critique sur la gestion des richesses du pays : « Dieu nous a donné un pays des plus riches. Dieu lui-même ne comprend pas pourquoi nous, les Congolais, nous sommes pauvres (...) J'ai l'impression que l'Etat n'existe pas vraiment. L'Etat n'existe pas réellement. Nous devons léguer à nos enfants un pays où l'Etat est réel, un Etat responsable, où tout le monde est égal devant la loi. »

Après le communiqué du cardinal-archevêque et les prises de position protestantes des 2 et 16 janvier, le cheikh Mwinyi, représentant de la communauté islamique en République démocratique du Congo, accordait, le 19 janvier, une interview à *actualite.cd* (média en ligne congolais du groupe Next Corp). « Le Congo est malade, il lui faut une thérapie de choc », affirme le cheikh qui appelle la classe politique au respect de la constitution

et de l'accord de la Saint-Sylvestre. En précisant qu'il « n'encourage ni n'interdit aux musulmans de participer à la marche, tant qu'elle restera pacifique ». Un premier pas qui mérite d'être souligné.

Confortés par l'attitude de l'Eglise protestante, le Comité laïc de coordination n'avait pas hésité à réitérer ses revendications la veille de la marche du 21 janvier : « Nous souhaitons la libération des prisonniers politiques qui n'ont pas eu droit à des procès équitables et la libéralisation des médias publics qui sont caporalisés par le pouvoir. Nous exigeons également qu'une nouvelle commission électorale, avec une composition pluraliste, soit mise en place. » Deux jours plus tard, le cardinal Monsengwa s'exprimait à nouveau : « Sommes-nous dans une prison à ciel ouvert ? (...) Que veut-on au juste ? Le pouvoir pour le pouvoir ou bien le pouvoir pour le développement intégral du peuple, dans la paix, la justice et la vérité ? »

Prochaines élections : reportées sine die ?

Officiellement, le report des élections serait une question d'argent, les caisses de l'Etat n'étant pas à même d'en supporter le coût. Une autre cause serait la violence dans la région du Kasai... sciemment organisée par le régime de Kabila, comme le démontre un rapport de la Fédération internationale des droits de l'homme publié le 20 décembre 2017. Villages détruits à l'arme lourde, attaques d'hôpitaux et de lieux de

PANORAMIQUES

Kurdes : une lisse émotion

La semaine dernière, le Conseil de l'ONU, pourtant réuni en urgence à la demande de la France, ne s'est que très modérément ému de l'offensive menée par Ankara pour déloger les Kurdes syriens de la région d'Afrine, frontalière de la Turquie. Les Kurdes des Unités de protection du peuple (YPG), fer de lance de la lutte contre l'Etat islamique, sont accusés par la Turquie d'être la branche en Syrie du PKK, qui mène depuis des années une guérilla sur le sol turc et accusée à ce titre d'être une milice terroriste. Un temps alliés de la coalition contre Daech, ils sont aujourd'hui bombardés par Erdogan en toute impunité. A l'ONU, la France s'est contentée d'évoquer sa « vive préoccupation ».

Bruxelles : mobilisation payante

A l'annonce d'une importante opération policière pour déloger des dizaines de migrants, une plate-forme citoyenne qui leur vient en aide au parc Maximilien, à Bruxelles, a réussi en peu de temps à rassembler 2000 personnes pour former une énorme

chaîne humaine. Résultat ; l'opération de police n'a pas eu lieu et les arrestations ont été évitées. Dans la foulée, les citoyens rassemblés sur place ont pu s'organiser pour héberger toutes les familles migrantes qui se trouvaient sur place.

Extrême pauvreté : la honte américaine

Philip Alston, le rapporteur spécial sur l'extrême pauvreté et les droits de l'homme de l'ONU, a passé deux semaines aux États-Unis avant les fêtes de Noël, pour examiner les efforts fournis par le gouvernement pour éradiquer la pauvreté la plus extrême et évaluer les obligations du pays vis-à-vis du droit international. Le constat est accablant. L'un des pays les plus riches de la planète compte officiellement 41 millions de personnes sous le seuil de pauvreté. Et 9 millions de ces personnes ne reçoivent aucune aide financière. Rien, aucun argent, pas un centime. Le chiffre est vertigineux. Pas moins de 9 millions de personnes vivent donc dans l'un des pays les plus riches de l'histoire de l'humanité sans recevoir aucune aide pour survivre ni aucun moyen de subsistance. □ **Alexandre Ballario**

culte, exécution, tortures, viols, pillages, arrestations et détentions, massacre de villages entiers... Celui de Cinq, le 24 avril 2017, a fait des centaines de morts, exécutés par balle, machette ou brûlés vif, y compris des femmes et des enfants. Le rapport décrit des crimes planifiés, commis par des agents de l'Etat et des supplétifs des milices Bana Mura.

Les scrutins présidentiel, législatif et provincial auront lieu le 23 décembre 2018, annonçant le 5 novembre 2017, Corneille Nangaa, président de la Commission électorale. Soit deux ans après la fin du deuxième et dernier mandat de Joseph Kabila, un an après l'accord du 31 décembre 2016 et dix-sept ans après sa première investiture de 2001⁵. Il est difficile de croire en sa sincérité, surtout après les élections de 2011 entachées de fraudes massives, et son usage de la force pour briser la contestation. Certains des proches de Kabila évoquent des élections durant le printemps 2019. Et ce n'est seulement Joseph Kabila qui rechigne à quitter le pouvoir après avoir amassé une fortune considérable (cf. focus ci-dessous), mais aussi son clan et l'armée qui craignent des retours de bâton.

Sanctions : la France accusée de freiner...

Désormais tout peut arriver... Ne pouvant se représenter pour un troisième mandat, Joseph Kabila pourrait faire le choix d'une dictature clairement assumée. Devant le pourrissement de la situation, les Congolais attendent de fortes pressions internationales, avec des sanctions, interdiction de voyager en Europe ou gel des avoirs. Pour l'instant, il n'y a rien... La France est accusée de freiner au niveau de l'Union européenne pour la défense de ses intérêts, et à l'ONU c'est elle qui tient le stylo pour les résolutions concernant l'Afrique francophone. « *Mis à part ces blocages et sanctions, nous restons prudents sur le rôle réel de la France en terme d'appui concret au régime*, nous communique Thomas Borrel, porte-parole de l'association Survie. *Ce n'est pas comme au Gabon, à Djibouti, au Tchad, au Togo, au Congo-Brazzaville ou au Cameroun où la France fournit officiellement des équipements et entraîne les forces de l'ordre. Il ne s'agit sans doute pas de la même complicité active. Au Congo-Kinsbasa, ceci semble surtout passer par un canal privé, derrière lequel peut se cacher la diplomatie française : la société française privée Themis forme les*

cadres de l'armée, avec la bienveillance de l'ambassade française. » □

1. Il y a 47 partis politiques officiellement enregistrés en République démocratique du Congo, agissant pour la plupart dans la capitale. On compte 16 grands partis, dont 4 ont un taux d'implantation de 75 % dans le pays : Parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie, Union pour la démocratie et le progrès social, Mouvement de libération du Congo, Union pour la nation congolaise.

2. Le Kivu est situé à l'est de la République démocratique du Congo, à la frontière avec le Rwanda. Depuis la fin de la guerre au Rwanda en 1994 et la victoire de l'Armée patriotique rwandaise de Paul Kagame sur les forces armées rwandaises du pouvoir hutu, les conflits régionaux se sont déportés vers le Kivu... qui regorge d'innombrables richesses, dont le coltan, « le minerais de sang du Congo », qui sert à la fabrication des portables.

3. La ville de Mbuji-Mayi ou Mbuji-Mayi (Bakwanga jusqu'en 1966), du nom de la rivière qui la traverse, est le chef-lieu de la province du Kasai-Oriental dans le centre du pays. « Capitale du diamant », elle avait fait sécession en 1960-1961 sous le nom d'Etat minier du Sud-Kasai, avant la reprise du contrôle par le pouvoir central qui avait entraîné le massacre de milliers de civils.

Mbuji-Mayi est aussi un des principaux centres de l'Union pour la démocratie et le progrès, le parti de l'opposant Etienne Tshisekedi, originaire de la région.

4. Le cardinal-archevêque détaille les agissements des forces de l'ordre : « *Le fait d'empêcher les fidèles chrétiens d'entrer dans les églises pour participer à la messe, le jet de gaz lacrymogènes pendant la célébration eucharistique dans les différentes paroisses de Kinsbasa, le vol d'argent, d'appareils téléphoniques, la poursuite, la fouille systématique des personnes et de leurs biens dans l'église et dans les rues, l'entrée des militaires dans les cures de quelques paroisses sous prétexte de rechercher les fauteurs de troubles, les tueries à balles réelles et à bout portant sur des chrétiens tenant en mains bibles, chapelets et crucifix, les arrestations de prêtres et de fidèles...* »

5. Joseph Kabila totalise dix-sept années à la tête de la République démocratique du Congo. Il est arrivé au pouvoir le 26 janvier 2001, dix jours après l'assassinat de son père Laurent-Désiré Kabila. Il est désigné par l'entourage de ce dernier pour assurer la présidence. A l'issue d'une période de transition, prévue pour durer deux ans, il est déclaré en 2006 vainqueur de l'élection au second tour par la Cour suprême de justice. En 2011, il est réélu.

FOCUS

Le clan Kabila : un empire économique

La fortune de Joseph Kabila représente des centaines de millions de dollars, alors que 90 % des Congolais vivent sous le seuil de pauvreté. Ils ne sont que 50 % à avoir accès à l'eau potable et 30 % en milieu rural. Entre 1990 et 2014, l'espérance de vie est passée de 59 ans à 49 ans.

L'enrichissement de Joseph Kabila durant ses années de pouvoir atteint des sommets et la rapacité de son clan est sans limite, selon une étude publiée en décembre par l'agence américaine Bloomberg News, spécialisée dans les questions économiques : « *Ensemble, les Kabila ont bâti un réseau d'entreprises qui s'étend dans tous les secteurs de l'économie congolaise et qui a rapporté des centaines de millions de dollars à leur famille.* »

La femme de Joseph Kabila, ses deux enfants et huit de ses frères et sœurs contrôlent plus de cent vingt permis d'extraction d'or, de diamants, de cuivre, de cobalt et d'autres minerais en République démocratique du Congo. Outre les mines, le clan s'impose dans « *la banque, l'agriculture, la distribution de carburant, le transport aérien, la construction de routes, l'hôtellerie, la fourniture de produits pharmaceutiques, le secteur des agences de voyage, le commerce et les boîtes de nuit* ». Des chiffres disponibles révèlent des investissements d'une valeur de plus de 30 millions de dollars dans seulement deux sociétés.

Des entreprises sont également installées aux Etats-Unis, en Tanzanie et dans deux paradis fiscaux : le Panama et l'île de Niue. □ E. L.

Quand les familles pauvres se resserrent chez elles

Olivier Vilain

La Fondation Abbé-Pierre rend public son 23^e rapport sur le mal-logement et pointe du doigt une explosion des prix qui pousse les familles à s'entasser toujours dans moins de mètres carrés.

« Je remue ciel et terre pour avoir un autre logement parce qu'ici c'est invivable avec trois enfants, c'est l'enfer. » Cette voix est celle d'une femme vivant en couple et avec ses trois enfants - une fille de 6 ans et des jumeaux de 3 ans - dans un studio de 13 m². Oui, 13 m² ! Son témoignage est l'un des nombreux qui émaillent le 23^e rapport sur le mal-logement, que vient de publier, le 30 janvier dernier, la Fondation Abbé-Pierre. Cette année, les bénévoles et les militants qui poursuivent « l'insurrection de la bonté » lancée en 1954 par l'abbé ont choisi de cibler le surpeuplement comme symptôme du mal-logement. La mesure du surpeuplement par l'Insee est basée sur la comparaison du nombre effectif de pièces composant le logement et d'une norme jugée « nécessaire » au ménage. On compte une pièce à vivre pour le ménage, une pièce pour chaque couple, une pièce pour chaque adulte célibataire (19 ans et plus), une pièce pour deux jeunes enfants (moins de 7 ans) et une pièce par grand enfant ou pour deux grands enfants s'ils sont du même sexe.

Le surpeuplement constitue une dimension ancienne du mal-logement, traitée dès le XIX^e siècle dans une perspective hygiéniste de résorption des « taudis ». On le voit refaire surface aujourd'hui, alors qu'il était en déclin depuis plusieurs décennies, comme en témoignent les chiffres de l'enquête nationale Logement menée par l'Insee en 2013. Plus de 7 656 000 personnes vivent dans un logement en surpeuplement « modéré » (manque d'une pièce) et 934 000 personnes en surpeuplement « accentué » (manque de deux pièces). « Le caractère "invivable" du surpeuplement est à prendre au sens littéral, souligne Manuel Domergue, directeur des études de la fondation. Un logement trop petit empêche



les ménages de mener une vie quotidienne ordinaire et les contraint à optimiser le moindre geste. »

Un phénomène délétère qui réapparaît et s'étend

Dans les logements surpeuplés, la plupart des moments normalement propices au partage entre parents et enfants deviennent des moments de stress. « On est toujours en tension avec mon mari, je crie tout le temps, ce n'est pas dans mon habitude, explique Mme C., dans le studio de 13 m² qu'elle occupe avec son mari et leurs trois enfants à Villeurbanne. Les enfants se disputent aussi parce qu'ils ne peuvent pas avoir leur espace (...). Je n'arrive pas à gérer avec un petit espace comme ça, pour moi c'est l'enfer tous les jours, matin et soir. Ça fait trois ans qu'on est en stress, on a un toit, mais la vie est infernale. » Dans ces conditions, le moment du repas

rituel familial par exemple, cristallise les difficultés. Chez Mme B., qui vit à l'hôtel à Orléans avec son mari et leurs quatre filles, « il y a un bureau et deux chaises, donc je commence à faire manger les petites, puis l'aînée et après nous, les parents. On n'a pas une ambiance de famille », regrette-t-elle. Les parents qui vivent dans ces conditions culpabilisent, en plus, de leur incapacité à offrir un logement accueillant à leurs enfants, augmentant ainsi leur mal-être.

La vie sociale pâtit du surpeuplement, elle est resserée elle aussi en raison de l'absence d'espace, du désordre qui règne parfois dans le logement ou de la promiscuité. « Jamais on n'a invité des gens, indique un jeune couple. On ne l'envisageait pas. Trop petit et trop en bordel partout, entre mes affaires et les siennes, ça prenait de l'espace. » « C'est surtout stressant pour [les enfants] de savoir qu'ils vont chez leurs copains jouer à la console, mais qu'ils ne

peuvent jamais inviter personne, remarque une mère de trois enfants, propriétaire d'un modeste deux pièces. Ils voient leurs copains qui ont de l'espace, une chambre... Ici c'est compliqué parce que, finalement, le salon c'est la chambre de maman. »

Les adolescents évitent d'introduire des regards extérieurs : « (...) *Mon fils de 18 ans et sa sœur de 16 ans... Ils ont honte* (...) », rapporte une mère de six enfants, locataire d'un trois pièces dans le privé.

Les implications de ses conditions de vie dégradées sont importantes. En règle générale, l'exiguïté du logement se traduit par une impossibilité de s'isoler, ce qui est particulièrement néfaste en termes de sommeil ou simplement de repos, de détente. « *La journée ça va, mais la nuit il y a des complications. Ils ne peuvent pas dormir, il n'y a pas de place, le bébé pleure. Ils ne dorment pas à la même heure, ils ne se réveillent pas à la même heure, mais dès qu'un des enfants se réveille, ça réveille tout le monde* », regrette une femme qui élève ses six enfants, dans un trois pièces qu'elle loue dans le parc privé à Lyon. La fatigue s'accroît encore avec la contrainte permanente d'organiser et de réorganiser l'espace restreint. « *Onadesaffairespartout, même dans la salle de bains, témoigne un couple vivant avec ses trois enfants dans 13 m². La journée, on range des courses et du linge dans la douche... Donc à chaque fois qu'on veut prendre une douche, il*

faut tout enlever. » Un travail de Sisyphe moderne.

Un cercle vicieux qui affecte l'insertion professionnelle

Les répercussions ont un caractère de cercle vicieux, sur le plan social. « *Ces conditions de logement défavorables peuvent affecter l'insertion professionnelle des adultes, qui trouvent difficilement le temps et la concentration nécessaires pour travailler sur leurs projets, démarches, formation...* », observe Manuel Domergue, directeur des études de la Fondation Abbé-Pierre. L'OFCE, le laboratoire d'économie de Sciences Po, indique qu'un individu vivant dans ces conditions avait, en 2013, près de deux fois plus de risques d'être au chômage qu'un individu qui aurait les mêmes caractéristiques mais logeant dans une situation normale.

L'impact peut se faire sentir sur plusieurs générations. Plus de 3,2 millions d'enfants vivent en surpeuplement. Ils représentent près de 4 personnes sur dix de l'ensemble de ceux qui confrontées au surpeuplement. Leur avenir en est entravé. Une récente étude de l'OFCE, là encore, confirme que, toutes choses égales par ailleurs, un élève occupant un logement surpeuplé a 40 % de risques supplémentaires d'accuser une année de retard scolaire entre 11 et 15 ans. Face à cette situation, la Fondation propose des solutions, comme le développement de

bourses d'échanges destinées à faciliter la mobilité des occupants au sein du parc d'un même bailleur social, afin que les occupants d'un appartement trop grand puissent le libérer pour héberger des familles vivant dans des logements trop petits pour eux. Mais ce problème doit être intégré dans un ensemble de politique bien plus vaste. « *La réduction du surpeuplement au cours du XX^e siècle n'est pas due à des mesures spécifiquement prises pour s'y attaquer mais est essentiellement liée aux orientations générales de la politique du logement* », rappelle Christophe Robert, le directeur général de la Fondation Abbé-Pierre. Dans le détail : la production d'une offre de logement diversifiée et abordable, l'amélioration de l'habitat existant, le versement des aides personnelles au logement... De même, des mesures d'encadrement des loyers privés étaient mises en place afin de favoriser l'adéquation des logements à la taille des ménages. Sinon le coût du logement, dans le parc privé ou social dans les zones tendues, devient progressivement un frein et les ménages à bas revenus n'ont plus d'autre choix que de se serrer dans quelques mètres carrés. « *Ce sont donc ces priorités qu'il faut réaffirmer pour reprendre la marche en avant vers la résorption du surpeuplement* », conclut Christophe Robert. Mais la Fondation Abbé-Pierre déplore que les orientations du nouveau gouvernement ne reprennent pas ces objectifs. □

PANORAMIQUES

H&M ou le marketing raciste

Le géant du vêtement H&M a fait dans le sinistre en organisant la promotion d'un sweat-shirt par un petit garçon noir, posant sur un fond blanc avec un sweat-shirt vert à capuche floqué d'un « *Cooler monkey in the jungle* » (soit « le singe le plus cool de la jungle »). Surtout quand, en parallèle, une affiche avec un petit garçon blanc le met en scène comme un explorateur : « *Survival expert* ». L'enseigne suédoise a depuis retiré les photos de son site internet. Le chanteur canadien « *The Weeknd* », très populaire Outre-atlantique, a annoncé stopper sa collaboration avec la marque. Les réactions outrées se sont multipliées.

Drone : le fisc refuse l'outil

Dans une question du sénateur de Moselle Jean-Louis Masson au gouvernement, il était demandé « *si une commune peut utiliser un drone pour procéder à des contrôles de propriétés privées, à l'effet, notamment, de relever d'éventuelles infractions aux règles d'urbanisme ou de non-déclaration de création de piscines pour le calcul de l'assiette des impôts locaux* ». La

réponse du ministère de la Cohésion des territoires est négative, pour les communes les preuves ne peuvent pas être récoltées « *dans des circonstances constitutives d'une infraction, ni au mépris du respect de la vie privée. Le constat d'une infraction sur une propriété privée à l'aide d'un drone peut être considéré comme illicite dès lors que la zone contrôlée est inaccessible aux regards* ». Quid alors de Google Earth qui a déjà été utilisé pour prouver certaines fraudes ?

Bolloré : la pression comme stratégie

Des journalistes et des rédactions ont signé la semaine dernière une tribune titrée « *Face aux poursuites-bâillons de Bolloré : nous ne nous tairons pas !* » afin de dénoncer les méthodes de l'homme d'affaires Vincent Bolloré et de son groupe, accusés de faire pression sur les médias qui enquêtent sur les activités africaines de l'homme d'affaires contrôlant Vivendi. Le groupe Bolloré et son partenaire commercial, la holding luxembourgeoise Socfin, ont ainsi lancé depuis une dizaine d'années une vingtaine de procédures en diffamation contre des médias, des journalistes et des organisations indépendantes. □ A. B.

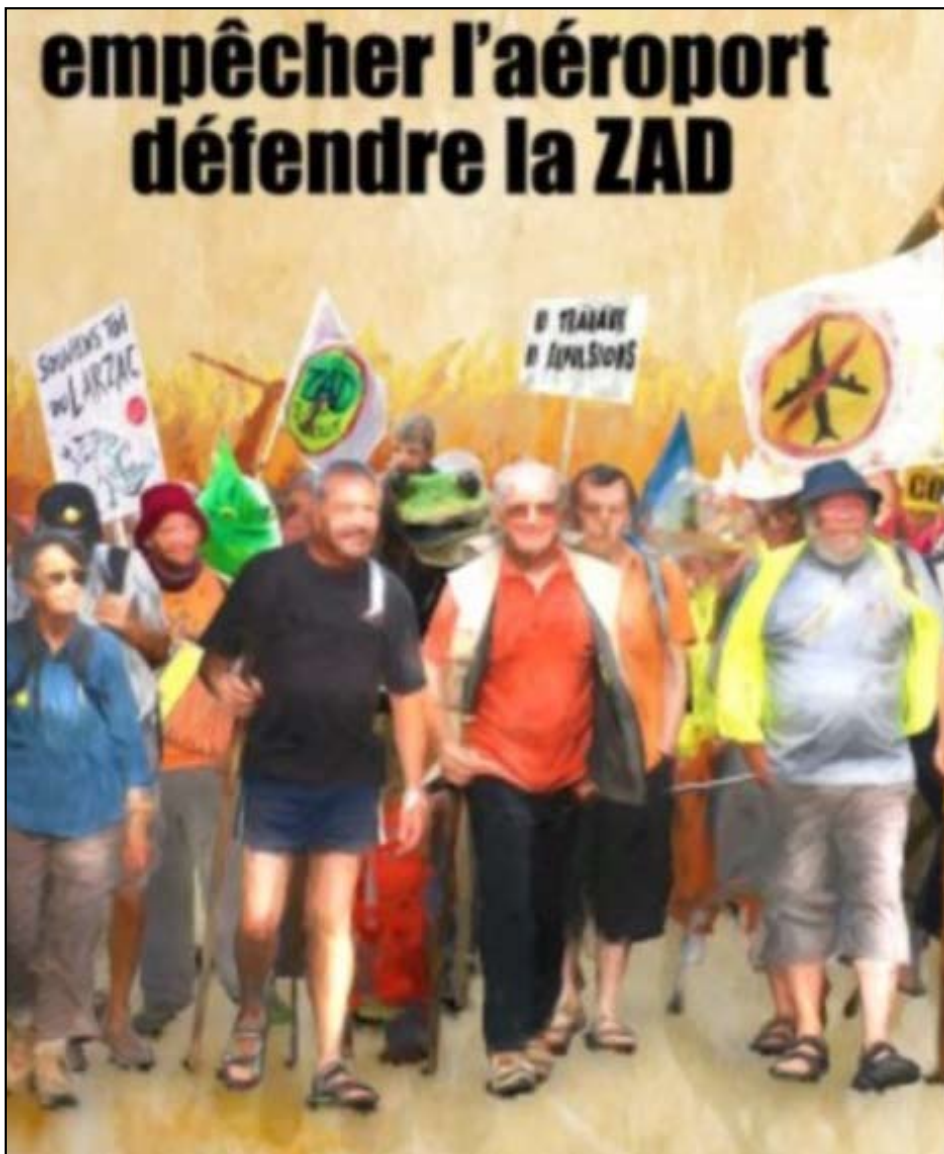
Notre-Dame-des-Landes :

le monde vu d'avion...

Gilles Herlédan

Enfin, la décision de renoncer au projet d'un deuxième aéroport pour Nantes a été prise. Ce qu'il reste de bocage au nord de la métropole bretonne¹ ne sera pas détruit. Cependant, ce n'est pas cette raison qui est mise en avant dans les propos du Premier ministre annonçant cette bonne nouvelle. Il lui semble seulement avoir choisi le moindre mal ! Alors, il a gesticulé en se montrant menaçant à l'encontre des zadistes, personnages particulièrement redoutables... pour un Premier ministre. Certes !

C'est à cause du Concorde, la grande ferraille volante, fruit typique des années 60, que la construction de Notre-Dame-des-Landes (NDDL) a été envisagée. Comme le gros oiseau faisait un bruit du diable, autant en saturer les oreilles de quelques péquenots en voie d'extinction naturelle (et puis il aurait pu faire son bang supersonique au-dessus de l'océan tout juste après son départ). À vrai dire, il y avait aussi à cette date le désir de créer 8 métropoles régionales d'équilibre². Projet pensé « d'en haut » par et pour les aménageurs, et qui s'endormira en 1974. C'est avec une belle cohérence qu'à la même date une Zone d'Aménagement Différé de 1 225 hectares est créée à NDDL. Puis sommeil jusqu'en 2000. C'est Mme Voynet - ministre de l'Écologie (puisqu'on vous le dit !) - qui murmure à l'oreille de M. Jospin que « *compte tenu des nuisances qui pesaient sur les habitants de Nantes, il était nécessaire de déplacer l'aéroport actuel sur le nouveau site de NDDL* ». Ce qui permet au Premier ministre un bel exercice de langue de bois (27 octobre 2000) : « *Les principaux aéroports régionaux seront développés, en respect des contraintes environnementales, parce qu'ils constituent un véritable atout d'aménagement du territoire et de développement économique. Et donc, les capacités, par exemple du futur aéroport*



Extrait de l'affiche diffusé sur les réseaux sociaux en 2016 pour défendre la ZAD de Notre-Dame-des-Landes © DR

de Nantes, Notre-Dame-des-Landes, seront adaptées à sa vocation de plate-forme d'échanges entre l'Ouest et les autres pôles, notamment européens. » La mécanique est lancée, que viendra étayer le formalisme de l'enquête et de la déclaration d'utilité publique (2008). Dès lors, sans autre examen du sens comme du rapport avantages/nuisances, le projet est oint de ce que tous ses partisans, jusqu'à ces derniers jours vont nommer « démocratie » et, finalement en désespoir de cause, « autorité de l'État ».

Surdité

En 2009, les opposants au projet qu'ils jugent démesuré, inutile et dangereux pour

l'environnement, commencent à occuper la ZAD qui devient « ZAD : zone à défendre ». Mais qui a entendu leurs arguments ? Bien des villes plus importantes que Nantes et dans des sites accidentés (par ex. : Genève, avec, en 2016, 16,5 millions de passagers) ont un aéroport à piste unique pour un trafic beaucoup plus considérable. Nantes aurait d'ailleurs deux aéroports car l'existant ne serait pas supprimé puisque le constructeur Airbus en a besoin (il a d'ailleurs, à 60 km de là une autre piste près de Saint-Nazaire soit à 30 km de Notre-Dame-Des-Landes !). La destruction du bocage entraînera des pertes non compensables de flore et de faune... et tant d'autres objections au projet peuvent être

soutenues avec raison. Enfin, tout le monde sait que les avions deviennent plus gros et plus silencieux, donc le trafic passagers de Nantes-Atlantique peut s'accroître sans occasionner de gênes supplémentaires aux riverains. Par contre, puisqu'on attend Notre-Dame-Des-Landes, cet aéroport est sous-dimensionné pour l'accueil, les parkings et ne dispose pas de liaisons en site propre (tram ou train) avec Nantes. Enfin, une autre question est pendante : quelle est l'utilité sociale de favoriser tellement le transport aérien ? Nantes est reliée à beaucoup de grandes villes européennes. Pour de plus grandes distances, quelques heures de TGV pour rejoindre les aéroports voués à ce trafic ne sont pas un sacrifice exorbitant. Mais la déclaration d'utilité publique (ça se prononce drôlement : dupe) interdit que ces questions soient désormais posées même si le temps qui passe change les données du problème. « Grenelle de l'environnement » ou COP 21 peuvent bien avoir lieu, « l'Ayrault-port » est devenu une vache sacrée.

Une ruine politique

Il est remarquable que les partisans de la construction de NDDL se partagent également entre « gauche » et droite. Plus personne ne croit à son utilité, mais nul n'ose le dire. Pourquoi alors le défendre bec et ongles ? C'est que tous, de tous les bords, ont le souci de ne rien lâcher à propos des fictions qui légitiment leur pouvoir. C'est en effet une certaine idée de la politique – celle qui n'en finit pas d'agoniser si tristement aujourd'hui – qui est mise à l'épreuve et révélée par l'histoire de Notre-Dame-Des-Landes.

Les citoyens sont les « bénéficiaires » des décisions prises par le pouvoir. Personne ne leur demande jamais leur avis puisque c'est « bon pour eux » ou la « nation ». Il suffit d'élire des partisans de ces projets pour être réputés les avoir approuvés sans restriction, ni discussion.

Ainsi, aux municipales ou aux législatives, le bulletin en faveur de M. Ayrault, n'aurait pas seulement signifié le souhait de vaincre ses rivaux, mais aurait impliqué aussi le soutien à tous les éléments de son programme, dont NDDL. C'est un abus dont progressivement plus personne ne veut être victime. Or, on constate que cet argument est encore majeur dans le discours du chef de l'État : « Vous n'avez pas voté contre Mme Le Pen, mais en faveur de mes

mesures régressives en matière sociale et finalement vous avez voté pour Moi et tout ce que J'entreprends ! »

Il faut croire que le problème atteint une certaine intensité puisque même un éditorialiste d'*Ouest-France* en perçoit l'écho³ ! Après y être allé comme presque tous les commentateurs sur l'« échec de la démocratie »⁴, il écrit : « *Force est de constater aujourd'hui que [le projet] n'a jamais été soutenu par un élan unanime et suffisamment fort, notamment en Bretagne. Beaucoup d'élus bretons, parfois officiellement favorables au projet par fidélité politique, témoignaient en aparté de leur craintes.* » Las, ce n'est pas par souci écologique mais pour protéger les aéroports de Quimper, Lorient ou Rennes. Cependant, si on comprend bien, quand les élus mentent, les électeurs ne les croient pas. Découverte ! Que vaut donc, dans ces conditions, le seul formalisme des élections ? C'est peut-être pour cela aussi qu'après l'opération « César » de 2012 consistant à envoyer les gendarmes piétiner des jardinets et casser des maisonnettes, le cœur vint (heureusement) à manquer à « l'autorité de l'État » face à une possible mobilisation de masse.

Et voilà que des écailles tombent des yeux. L'ancien conseiller de Jacques Auxiette – un socialiste qui en remontrait au LR Retailleau pour conspuer les opposants – se fend de ceci : « *Rien n'eût été pareil si on avait accueilli les arguments des opposants, si on y avait apporté des réponses, si on les avait considérés, entendus...* » Il souhaite « *que les acteurs publics fassent de cet épisode malheureux une opportunité d'améliorer les outils de participation citoyenne* ».

Autre effet thérapeutique, la fin de l'obsession entraîne l'esprit à redécouvrir la réalité : la maire de Nantes a constaté qu'il y a une gare dans sa ville (avec des rails jusqu'à Paris) et aussi un tramway depuis des années. Il pourrait aller désormais jusqu'à Nantes-Atlantique.

Les Zadistes citoyens ?

La bonne presse (le JDD, par exemple) nous a appris – horresco referens – que les Zadistes creusent des caches d'armes et soudent des lames de rasoir sur des boules de pétanque. Cependant, ils semblent se consacrer à des travaux plus sérieux : ils déblaient comme promis la « route des chicanes ». Certains ne le voulaient pas,

c'est sûr. Mais les occupants « historiques » (agriculteurs) et la plupart des zadistes ont trouvé moyen de s'accorder pour le faire. Il y a aujourd'hui assez de respect mutuel entre des personnes aux expériences, cultures et âges fort différents pour que – après le succès de la résistance au saccage du bocage – l'envie de succès d'un mode de vie en commun devienne une réalité qui peut se donner des éléments concrets de réussite. Ceux qui cultivent bio, font du pain, réparent des vélos, etc. commencent avec l'aide d'associations plus traditionnelles, à parler foncier, baux, assurances, etc. Il y a des précédents comme ce qui s'est passé après le Larzac.

On comprend la tristesse du Premier ministre et de beaucoup de politiciens. Osons espérer que par delà la crainte d'une réussite imprévue contre leur empire, ils ne se laissent pas aller à la hargne. Et si ce n'est pas par conviction, que ce soit au moins par nécessité qu'ils laissent un brin de souffle passer. □

1. La ville où s'érige le Château des ducs de Bretagne apparaît devoir être... en Bretagne, ce qui n'exclut pas que Nantes soit aussi en France. Mais, dans un état jacobin où l'on refuse à l'état civil les prénoms bretons avec les lettres [c'h] et [ñ], cela semble difficile à comprendre !

2. Lyon-Saint-Étienne-Grenoble, Aix-Marseille, Lille-Roubaix-Tourcoing, Toulouse, Bordeaux, Nantes-Saint-Nazaire, Strasbourg, Nancy-Metz.

3. « Tout ça pour ça », éditorial du 18 janvier 2018, *Ouest-France*.

4. Il évoque le fameux « référendum » où seuls les habitants de Loire-Atlantique étaient appelés à voter, alors que les autres payeurs du projet (les régions Pays de la Loire et Bretagne) n'avaient curieusement plus voix au chapitre !

Plumée d'encre

Un petit roseau m'a suffi
Pour faire frémir
l'herbe haute
Et tout le pré
Et les doux saules
Et le ruisseau qui
chante ainsi ;
Un petit roseau m'a suffi

Henri de Régnier 1864 - 1936

Du burn-out au flux de la vie

Etre créatif, c'est être dans le flux de la vie. Mais une pression permanente retient l'énergie, provoque des blocages et pour finir, l'effondrement du corps, de l'esprit et de l'âme. Lorsque la source ne jaillit plus, que nous ne sommes plus dans le flux, on parle à juste titre d'épuisement, de burn-out. Certaines images - modèles, exemples, visions, peuvent nous stimuler, mais d'autres nous orientent dans une mauvaise direction et nous épuisent.

Ce sont des représentations de performance, de pouvoir, de succès: il faut gagner à tout prix, avoir toujours mieux, toujours plus. Anselm Grun, qui accompagne de nombreuses personnes souffrant de stress et de burn-out, évoque ces images, nous révèle leur fonctionnement, analyse les formes qui nous inhibent, celles qui nous

motivent, et en présente d'autres qui réveillent des envies nouvelles, allègent ce qui nous pèse, libèrent nos potentiels et nous aident à développer l'envie de vivre et de travailler. Anselm Grun, moine bénédictin et docteur en théologie, nous accompagne sur le chemin du flux de la vie avec délicatesse et bienveillance. Né en 1945, il assure la gestion de l'Abbaye de Münsterschwarzach. Conseiller spirituel, il accompagne aussi de nombreuses retraites et porte une attention toute particulière à la méditation, l'interprétation psychanalytique des rêves, au jeûne et à la contemplation. Traduit dans le monde entier, il constitue un phare de l'accompagnement, de la réflexion pour toutes celles et tous ceux qui s'interrogent sur la vie dans une société toujours plus déstabilisante. Avec le livre *Du Burn-out au flux de la vie* publié aux éditions Salvator, il nous offre une respiration de grande qualité. □ **Bertrand Gaufryau**

Anselm Grun : « Tu ne dois pas attendre d'être parfait »

Propos recueillis par Bertrand Gaufryau

Golias Hebdo : Père Grun, pourriez-vous nous dire comment vous définiriez le burn-out qui est un terme qui est aujourd'hui tombé dans le discours commun, et essentiellement associé au monde du travail ?

Anselm Grun : En psychologie, l'expression pour « burn out » est la « *dépression par l'épuisement* ». Les hommes sont épuisés à cause de leur travail. Ils ne ressentent plus la force ni l'envie de travailler. Ils se sentent consumés, vides et insignifiants. Ils ne ressentent plus de stimulation/motivation et ont peur d'aller travailler. Ils se sentent submergés/dépassés et évitent non seulement le travail mais aussi la vie. Ils se retirent et ce qu'ils souhaitent le plus, c'est de ne plus voir personne. Ils s'incriminent et ont mauvaise conscience parce qu'ils ne ressentent plus de force en eux. Ils se disent : je suis pourtant jeune. En fait, je devrais travailler. Mais je ne peux pas. Cela conduit à un conflit intérieur.

Golias Hebdo : La société dans laquelle nous vivons est-elle un facteur de stress et concourt-elle à ce processus qui conduit à l'épuisement ?

A. G. : Dans notre société, règne le climat que nous saisissons fermement notre vie et que nous ne devrions montrer aucune faiblesse.

La société attend de nous que nous soyons parfaits dans notre profession et dans notre vie. Pourtant cet idéal de perfection nous submerge. Nous avons besoin de déployer beaucoup d'énergie pour travailler à cette façade parfaite. L'énergie nous manque donc pour le travail et pour la vie. Et la rapidité qui influence notre société nous met sous pression permanente. Dans les entreprises, l'atmosphère est souvent au surmenage, à la pression constante et au fait à travailler beaucoup en peu de temps. Cela surmène les hommes. De plus, le climat est souvent glacial. Dans la plupart des entreprises règne le harcèlement. Le manque de reconnaissance de la part des cadres contribue également au burn-out.

Golias Hebdo : Le corps et l'esprit sont constamment sollicités et sous pression: le burn-out ou l'épuisement touche-t-il indifféremment l'un ou l'autre ou bien les deux vont-ils de pair ?

A. G. : Le burn-out touche de la même façon le corps et l'âme. Nous nous sentons faibles dans notre corps. Nous nous fatiguons très rapidement. Et parfois cette fatigue chronique nous paralyse. En outre, notre esprit est fébrile. Nous n'avons plus d'autres idées, nous perdons notre impulsion mentale de nous mettre au travail. Notre esprit aussi est devenu fatigué. Nous n'avons envie de

rien, même pas de lire. Toute l'action de notre esprit est épuisante.

Golias Hebdo : Vous évoquez le flux de la vie que l'on quitte lorsque l'on bifurque vers cet épuisement synonyme de burn-out. Comment définiriez-vous ce « flow » et son lien avec une forme de créativité positive ?

A. G. : La psychologie parle aujourd'hui de « *Sentiment de flux* ». Cela veut dire que j'ai le sentiment que ma vie s'écoule et que moi-même je suis en flux/mouvement. Je peux percevoir ce flux quand je m'assieds calmement. Qu'est-ce que je peux sentir exactement ? Est-ce que je sens que ma vie se fige et que je suis intérieurement inanimé ? Ai-je le sentiment que je passe à côté de ma vie et que je ne suis pas en accord avec elle ? Ou bien est-ce que je ressens le fait que ma vie s'écoule, qu'elle est créative, que ce flux a un goût de légèreté et de vivacité ? Le travail n'est plus épuisant, il se passe simplement et me procure de la joie.

Golias Hebdo : Quels conseils êtes-vous amené à donner ?

A. G. : Quand quelqu'un vient vers moi et se plaint qu'il ne trouve plus goût à la vie, que tout lui semble « pourri », je lui demande

alors : « A quoi aspires-tu ? » « Qu'est-ce qui pourrait donner goût à ta vie ? » « Qu'est-ce qui te réjouirait ? ». Puis je l'invite à penser à ce qui suit : « *Si la nature te fait du bien, alors prends le temps de te promener et éveille tes sens. Ressens le vent sur ta peau, écoute le murmure du vent, et sens le paysage autour de toi. Ou si une certaine musique te procure de la joie, alors allonge-toi sur ton lit et laisse la musique t'envahir. Ecoute non seulement avec tes oreilles mais aussi avec tout ton corps.* » Les hommes qui ont perdu goût à la vie, devraient réapprendre lentement les choses qui leur procureraient de la joie avant et réapprendre à ressentir : la nature, la musique, une conversation ou bien le silence dans une église. Quand quelqu'un me dit que rien ne lui procurerait de la joie, je l'invite alors à rêver simplement : « *Quels sont tes rêves d'une vie bonne et accomplie ? A quoi ressemblerait ta vie si elle était remplie de tes rêves les plus profonds ?* »



Golias Hebdo : Pour revenir à la société dans laquelle nous vivons, la notion de compétitivité prévaut sur la coopération, le toujours plus et toujours mieux prend le pas sur le bien. Cela s'incarne dans des images, des slogans qui peuvent être destructeurs. Comment échapper à ce tourbillon ?

A. G. : La pensée rivale/ concurrente qui domine notre société est également une des causes du burn-out. Mais je ne dois pas adopter/accepter cette pensée rivale. Dans ce cas, c'est une bonne façon d'arrêter de se comparer aux autres. Cette comparaison est la source de beaucoup de maux. Pourtant, comment puis-je laisser cette comparaison de côté ? Je peux essayer de « me ressentir », de me recentrer sur moi-même. Ainsi, à ce moment-là, la pensée rivale m'importera peu. Je m'autorise à être moi-même. Je me libère de la pression de me comparer aux autres. Je reste près de moi et travaille en mon for intérieur à ne pas me laisser submerger par la pression qui vient des autres.

Golias Hebdo : Toutefois, notre propre culture, notre éducation, expriment aussi de telles exigences destructrices. Être soi, être simplement fidèle à ce que nous sommes profondément en lien avec le regard de Dieu, n'est-il pas une des voies pour éviter cet écueil de l'épuisement ?

A. G. : La culture de notre société et de notre éducation contribue certainement à pousser au burn-out. Le discours chrétien, d'être le fils ou la fille de Dieu, de se définir par rapport à Dieu et pas par le Jugement des Hommes, est sûrement une aide pour échapper au burn-out. Souvent, je recours à cet exercice de répéter pendant une journée la parole que Jésus a dite après sa Résurrection : « *Je suis moi-même – ego eimi autos* ». Quand je me la répète, la pression retombe alors de me justifier constamment d'avoir à jouer un certain rôle. Je devrais simplement être moi-même, cette unique image que Dieu a fait de moi. Cela me libère de la pression qui afflue de l'extérieur.

Golias Hebdo : Peut-on dire qu'une part de la solution, lorsque nous basculons vers le burn-out, se trouve dans la Foi, la confiance en soi, en refusant que le regard de l'autre, l'emprise de la société de compétition soient nos moteurs au détriment de ce que nous sommes dans le regard de Dieu ?

A. G. : Pour moi, la croyance est une aide importante pour échapper au burn-out. La croyance me dit que Dieu est le fondement sur lequel je m'appuie. Cela me libère de la pression qui incombe à tous les hommes. Et la croyance me libère. Je n'ai pas constamment besoin de ruminer si

tout ce que j'ai fait est juste ou peut avoir des conséquences négatives. Je réponds de Dieu pour ce que j'ai fait ou décidé. Et la croyance me confère la confiance que ma vie est synonyme de réussite/succès, que je suis entre les mains de Dieu et que je reste dans ses mains même lorsque je suis faible. Et cette croyance me donne de la dignité : je suis le fils ou la fille de Dieu. Je suis si important que Dieu m'a donné sa vie et qu'il a placé sa tête à mes côtés parce que je suis quelqu'un d'une grande importance à ses yeux.

Golias Hebdo : La Foi est-elle un moyen de se connecter à nouveau au flux de la vie ? Est-ce une forme d'Espérance pour les chrétiens ?

A. G. : La croyance me dit que la source du Saint Esprit s'écoule dans mon âme. Si je me mets au service de cette source, je ne serai jamais épuisé. Puis, cette source est inépuisable. Mais cette source ne coule en moi que quand je veux me libérer de mon Ego. Cet Ego veut constamment impressionner. Il est toujours agité. Le Saint Esprit ne coule en moi que quand je suis perméable et transparent pour l'esprit de Dieu. Ainsi ma vie perd l'épuisement/la fatigue. Ma vie s'écoule, suit son cours car la source du Saint Esprit se répand en moi.

Golias Hebdo : Un message pour nos lecteurs, Père Anselm, ou plus simplement, quelle(s) image(s) pour mieux libérer nos potentiels et développer l'envie de vivre et de travailler de manière plus sereine nous proposez vous ?

A. G. : Je voudrais redonner aux lecteurs la parole qui m'a personnellement aidé, qui m'a libéré de la pression que tout doit être parfait. Jésus a dit au paralysé : « *Lève-toi, prends ton lit et va !* » (Jean 5, 8). Au lieu de ruminer sur ce que les autres pensent de moi, si je suis assez bien et si ce que je fais est juste, je me dis : « *Lève-toi, prends ton lit, prends tes doutes, tes complexes, tes incertitudes, tes peurs sous le bras et avance dans ta vie. Tu ne dois pas attendre d'être parfait. Sinon tu ne te lèveras jamais. Le lit – tes incertitudes, tes doutes, tes remises en question- doit être là. Tu ne dois pas le jeter. Tu ne dois simplement pas te laisser enchaîner à ce lit. Prends-le sous ton bras et poursuis ton chemin avec toutes tes incertitudes. Alors tu trouveras la voie de la réussite et tu seras une bénédiction.* » □

Plus que jamais le dialogue

La polémique suscitée par le communiqué du MRJC (cf. *Golias Hebdo* n° 512) n'est toujours pas éteinte. Après avoir été salis sur les réseaux sociaux par une frange de catholiques ultras, après avoir été admonestés par le porte-parole adjoint de la Conférence des évêques de France (CEF), les Jeunes Ruraux ont reçu un courrier de l'évêque de Montauban, Mgr Ginoux, archi-conservateur devant l'Éternel, courrier suivi d'un entretien au très pieux *Famille chrétienne*. Pour lui, le MRJC n'est plus catholique ; quant à reconsidérer la position de l'Église sur l'IVG, « *c'est impossible* ». Il n'y a pas à discuter et ce n'est pas la quinzaine d'évêques qui « [I] ont félicité et [le] soutiennent » qui diront le contraire. D'ailleurs, Mgr Ginoux a déjà pris des mesures : « *Comme évêque, je ne veux plus lui donner aucune aide financière ou matérielle.* » Avec l'évêque de Montauban, la CEF tient son Donald Trump ! *Make Church catholic Great Again* !

Cette outrance face à ce communiqué questionne sur l'état de faiblesse d'un certain épiscopat qui a cessé de réfléchir depuis bien longtemps. Ces prélats estiment que le monde est mauvais, que les techniques sont épouvantables, que le choix des femmes de recourir à une IVG est abominable. Mgr Trump – pour justifier cette position surplombante – invoque son expérience d'aumônier d'hôpital mais il y a tout lieu de s'interroger sur ce vécu. Qui a-t-il vu dans les couloirs d'hôpitaux ? Des femmes venant de gaieté de cœur demander une IVG ? De prétendues « *IVG de confort* » ?

On tremble à l'idée qu'il ait pu rappeler le dogme à ces femmes en détresse, trouvant ainsi devant elles une Église fermée, dans sa bulle. Encore une fois, il s'agit de faire ou de refaire de la théologie et d'abandonner, une fois pour toutes, cette idéologie en matière de vie. Et par conséquent faire appel à la raison, faire aller sa tête, chercher la meilleure voie possible en sachant pertinemment que quelle que soit la décision prise, elle sera toujours mauvaise. Car la vie n'est pas uniquement dans l'embryon avortée, elle est aussi – et surtout – chez la femme qui doit assumer cet acte chirurgical en raison de motifs propres : ici c'est un viol, là un inceste, ailleurs un abandon pur et simple du géniteur, une situation économique et financière difficile... Ces questions de vie méritent davantage que ces propos clivants et déraisonnables, elles requièrent au contraire sagesse, discernement, réflexion, mesure.

Toujours est-il que le dialogue réclamé aux Jeunes Ruraux ne semble pas le fort de ceux qui le leur demandent. Il s'agit sans plus ni moins de remettre au pas un mouvement que Mgr Trump dénonce en ces termes : « *Leur sensibilité de gauche est très importante aux yeux de beaucoup dans l'Église de France. Alors on les soutient. On affirme qu'ils touchent de près des personnes que l'Église ne côtoie jamais. Mais nous n'avons aucune preuve de cela. Et qu'apportent-ils à ces jeunes ? Que leur proposent-ils de la foi catholique ?* » Ce qui est sûr, c'est que si l'Action catholique ne touche personne, ce ne sont pas les séides des évêques ultras qui

ont renversé la vapeur, loin s'en faut ! Depuis la reprise en main wojtylo-ratzingerienne de 1985 (après le Synode des évêques sur « *le vingtième anniversaire de la conclusion du Concile Vatican II* »), les évêques conservateurs, les communautés nouvelles et autres nouveaux mouvements ecclésiaux – qui se comportent parfois comme des Églises parallèles déconnectées des réalités – n'ont pas porté les fruits promis : les vocations ne cessent de chuter, les fidèles de désert, l'Église de se recroqueviller. Mais dans cette ère glaciaire, des germes d'espérance demeurent. Ainsi faut-il saluer l'édito² du vicaire général de la Mission de France, le P. Arnaud Favart, à la suite du courrier de Mgr Trump aux Jeunes Ruraux. L'ancien « *curé-conducteur d'engin* », « *curé-éducateur* » et « *curé-chauffeur de bus scolaires* »³ voit dans le communiqué du MRJC « *un cri jailli de la vie de femmes, d'hommes, de familles pris dans la tourmente. Je la reçois parce que je connais l'ardeur des jeunes du MRJC à promouvoir la vie dans les territoires ruraux désertés au profit des métropoles et de la compétitivité (...). Je leur tends la main parce que je reconnais en eux quelque chose du rêve du pape François. Des jeunes chrétiens qui sentent l'odeur des brebis, qui se font hôpitaux de campagne au chevet des accidentés de la vie. Ils aiment le C de leur attache chrétienne, même s'ils n'en maîtrisent pas toutes les arcanes théologiques. Au cas où nous l'aurions oublié, ils nous rappellent que l'injustice et l'exclusion n'évangélisent jamais.* »

Par ailleurs, nous remercions chaleureusement Mgr Brunin, évêque du Havre et ancien président du Conseil Famille et Société au sein de la CEF, d'avoir bien voulu répondre à nos questions et apporter un éclairage sur cette difficile problématique. Pour notre part, nous faisons nôtres ces propos de Mgr Claverie, évêque dominicain d'Oran (1981-1996), désormais reconnu martyr avec dix-huit religieux algériens et qui sera sans doute béatifié : « *Le maître mot de ma foi aujourd'hui est donc le dialogue. Non par tactique ou opportunisme, mais parce que le dialogue est constitutif de la relation de Dieu aux hommes et des hommes entre eux. Avec Jésus, je réapprends que Dieu même, pour se faire connaître et manifester sa volonté, a emprunté à l'humanité ses mots et jusqu'à sa chair.* »⁴ Si l'Église n'a que « *cinq pains et deux poissons* »⁵ à partager, elle dispose néanmoins de cet assaisonnement qui révèle le produit de son partage : le dialogue. C'est bien la seule voie à adopter, ce qu'indéniablement les Jeunes Ruraux ont compris. □ **Golias**

1. <http://www.famillechretienne.fr/filinfo/mgr-ginoux-il-fallait-que-quelqu-un-reponde-au-mrjc-231174>

2. <http://missiondefrance.fr/actualites/a-la-une/>

3. <http://missiondefrance.fr/wp-content/uploads/2015/10/Echo-Berry-AFavard.doc>

4. Pierre Claverie, *Lettres et messages d'Algérie*, Paris, Karthala, coll. « Chrétiens en liberté », 1996-1997.

5. On retrouve ce même menu dans les quatre évangiles : Mt 14, 13-21 // Mc 6, 30-44 // Lc 9, 10-17 // Jn 6, 1-15.

MRJC : Le trumpisme catholique de Mgr Ginoux

Gino Hoel

L'affaire ne semble toujours pas terminée. Il reste au travers de la gorge de certains que le MRJC ait pu se « désolidariser » des marcheurs pour la vie en raison de leurs « messages de culpabilisation, d'intolérance et de haine portés lors de cette marche, sous couvert de valeurs chrétiennes. Nous défendons le droit fondamental pour les femmes et les couples d'avoir recours à l'IVG. Ce droit assure la liberté de conscience » (cf. « Goliath Hebdo » n° 512). Avec la suffisance qu'on lui connaît, l'évêque de Montauban, Mgr Ginoux, a vivement réagi par le biais d'une lettre aux Jeunes Ruraux doublée d'un entretien à « Famille chrétienne¹ » dans lequel il laisse transparaître le fond de sa pensée et qui reprend les grandes lignes de cette missive. Des propos sur lesquels il nous faut revenir car ils sont emblématiques de l'ornière dans laquelle se situe l'Eglise.



Mgr Ginoux © Cris'Créa

À chaque question posée, l'évêque de Montauban a une tirade destinée à faire mouche. A croire qu'il travaille à alimenter les bonnets d'âne que nous lui affublons avec une rare régularité dans le *Trombinoscope des évêques de France* depuis sa nomination en 2007 ! On n'est pas loin des bouffées délirantes ! Pour lui, le MRJC a été « agressif » à l'endroit des marcheurs pour la vie qui ne seraient pas « bain[eux] ». Au contraire, ce seraient « des gens qui vont manifester paisiblement dans la rue ». Dès lors, Mgr Ginoux voit dans ce communiqué une fausse information (« fake news ») et, en bon chevalier blanc de la vie, « [il] ne pouvait pas laisser dire que l'IVG est un droit fondamental. Pour des chrétiens, le respect de la vie s'impose. Il fallait que quelqu'un leur réponde. »

Du reste, s'il a doublé son courrier à la Conférence des évêques de France (CEF), c'est juste « par correction », « non pour avoir son feu vert ». Qu'importe la collégialité quand il s'agit de la vie, il a d'ores et déjà reçu les « félic[ita]tions et le sou[ff]ien » d'« une quinzaine d'évêques » ; il en profite pour nous livrer un scoop : « En tant qu'accompagnateur de la pastorale en monde rural, Mgr Habert, l'évêque de Sées, a lui aussi écrit une lettre au MRJC dans le même sens que la mienne. A nous de voir maintenant, évêques, si nous voulons en parler et en débattre lors de la prochaine assemblée » ! Et décider de l'excommunication des Jeunes Ruraux ? La question se pose quand on lit ce qui l'inspire : « Cet été encore, le MRJC a fait intervenir des personnes issues de la LGBT dans ses réunions ! Ça pose quand même de sérieuses questions. » Dans le Tarn-et-

Garonne, il y a un évêque qui ne souscrit visiblement pas à l'accueil prôné par l'évêque de Rome à l'endroit des lépreux de l'Eglise.

Mgr Ginoux ne reconnaît pas le MRJC comme catholique

Mgr Ginoux a en tout cas la solution radicale à l'endroit du MRJC, lequel reçoit une subvention d'un peu plus de 500.000 euros de la Conférence épiscopale de France : « Ne convient-il pas de la revoir ? De faire un audit ? Chaque diocèse est ponctionné [sic] pour financer les services ou mouvements nationaux. Mon diocèse donne 30.000 euros chaque année, et une partie de cet argent part au MRJC. Comme évêque, je ne veux plus lui donner aucune aide financière ou matérielle. » Dixit un observateur attentif de la vie de l'Eglise : « Ginoux fait comme Trump : "si tu ne soutiens pas ma politique, je te coupe les vivres" ; Ginoux, c'est Mgr Trump ! » Mais l'évêque de Montauban va plus loin : « Depuis trente ans et plus, nous assistons à une dérive d'une partie du mouvement d'Action catholique. Le MRJC se réclame de la Jeunesse agricole chrétienne (JAC). Mais la JAC elle-même avait déjà tourné très largement, dans les années 60, vers la gauche marxiste », les Jeunes Ruraux demeurant des « intouchables » en raison de « leur sensibilité de gauche, très importante aux yeux de beaucoup dans l'Eglise de France. Alors on les soutient. On affirme qu'ils touchent de près des personnes que l'Eglise ne côtoie jamais. Mais nous n'avons aucune preuve de cela. Et qu'apportent-ils à ces jeunes ? Que leur proposent-ils de la foi catholique ? Au mieux, l'encyclique *Laudato si'* comme document chrétien ; au pire une analyse sociologique de notre société avec un regard politisé. » Lui qui n'est pas politisé ne mise plus sur eux, et dans le Tarn-et-Garonne, « le mouvement s'est éteint de lui-même. La dernière permanente diocésaine du mouvement - que je partageais d'ailleurs avec le diocèse d'Albi - sortait des quartiers populaires. Elle n'était absolument pas du monde rural ! Il ne faut pas se leurrer, ce

suite page 14

L'ÉVÉNEMENT

mouvement touche très peu d'adolescents dans le monde rural. Le mouvement n'existe pas dans plusieurs diocèses ruraux. Un évêque voisin m'a écrit hier pour me dire que, dans son diocèse, la question était réglée puisqu'il n'avait jamais vu de trace du MRJC. Pendant les six années où je les ai côtoyés dans mon diocèse, ils ne m'ont jamais demandé de prêtre, et durant leur camp d'été il n'y avait jamais ni messe ni quoique ce soit ! » Mgr Trump, après avoir déconsidéré les Jeunes Ruraux en long, en large et en travers (à la manière du président des Etats-Unis) conclut en déplorant qu'un Jeune Rural ira à Rome représenter la jeunesse chrétienne française lors du pré-synode des jeunes dans quelques semaines : « *Sur les trois membres envoyés, il y a un membre du MRJC et aucun de grands mouvements de jeunes, comme le scoutisme ou la communauté de l'Emmanuel. Ça paraît étrange. J'ai fait part de mon questionnaire, dans un courrier, à la responsable nationale jeunesse de la CEF. Cela est d'autant plus étonnant qu'un mouvement comme le scoutisme fournit de nombreuses vocations, alors que je n'en ai jamais vu aucune sortir du MRJC.* » Il a des chiffres ? Peut-il nous dire ce que représentent ces vocations au regard du déclin inexorable du nombre de prêtres ? Sauront-elles, les vocations dont il nous parle, renverser la vapeur et reconstruire cette chrétienté dont l'évêque de Montauban semble si nostalgique ? Comme disait l'autre, tout cela, « *c'est de la poudre de perlimpinpin !* »

La Mission de France s'engage

Suite à cette lettre et cet entretien de l'évêque du Tarn-et-Garonne, le vicaire général de la Mission de France s'est fendu d'un édit², qui se veut une réponse aux attaques de Mgr Ginoux. Le P. Arnaud Favart parle de ce qu'il connaît, décrit des situations visiblement vécues. Et il le reconnaît sans ambages : « *Oui, l'avortement est un drame. L'histoire de l'humanité en a écrit de pleines pages. Mais, à quel moment commence le drame ? Dans l'antichambre de l'hôpital ou dans les événements qui l'ont précédé. Quels événements ? Terrible euphémisme pour désigner des rapports homme-femme chargés de passion pas toujours légère ni confortable. L'Eglise sait faire la différence entre l'acte et la personne. Elle mesure la portée du lien, mais l'exprime avec maladresse si bien que le sentiment d'exclusion l'emporte trop souvent.* » Ces questions, de fait, ne peuvent être traitées par une réponse blanche ou noire mais nécessairement située dans les « zones grises » maintes fois évoquées par le cardinal-archevêque jésuite de Milan, Mgr Martini (1979-2002), pour qui l'Eglise ratait sa cible quand elle traitait ces nouveaux défis de manière tranchante, plus soucieuse du dogme et de sa doctrine que de la réalité des gens. Le P. Favart poursuit : « *La prise de position du MRJC a quelque chose de dérangeant. Il serait tentant de l'écartier d'un revers de main, pour que l'eau ne soit plus troublée par quelques pavés impurs jetés dans la mare (...). Je l'accueille comme*

un cri jailli de la vie de femmes, d'hommes, de familles pris dans la tourmente. Je la reçois parce que je connais l'ardeur des jeunes du MRJC à promouvoir la vie dans les territoires ruraux désertés au profit des métropoles et de la compétitivité. Je sais leur engagement pour l'agro-écologie et le développement durable, pour la paix et le désarmement, pour l'éducation à l'initiative et à responsabilité. Je leur tends la main parce que je reconnais en eux quelque chose du rêve du pape François. Des jeunes chrétiens qui sentent l'odeur des brebis, qui se font hôpitaux de campagne au chevet des accidentés de la vie (...). Au cas où nous l'aurions oublié, ils nous rappellent que l'injustice et l'exclusion n'évangélisent jamais. » On ne peut être plus clair. Il faut en outre signaler le tweet³ du très nuancé archevêque de Poitiers, Mgr Wintzer, lequel gazouilla : « *Distinguer pour unir : il y a des cathos à #LMPT [la marche pour la vie, NDLR] et au #MRJC mais pas que et l'Eglise les déborde. L'#IVG est un échec à regretter et une souffrance à entendre. Une subvention est un soutien, ni un blanc-seing ni un instrument de pression.* »

« Hôpital de campagne »

Mais cela ne devrait pas en rester là. Le 29 janvier en effet, la CEF devait rencontrer les responsables des mouvements et associations de fidèles avec leur évêque référent, l'évêque pradosien de Belfort-Montbéliard, Mgr Blanchet, un homme de

PANORAMIQUES

Quand les chasseurs épaulent les gendarmes

D'ici fin janvier, les « Chasseurs vigilants » devraient être opérationnels dans le département de l'Oise. Un dispositif inédit, calqué sur le modèle des Voisins vigilants, qui donnera à une brigade de 200 chasseurs un accès privilégié aux forces de l'ordre. « *Nous serons un peu les RG des campagnes* », annonce Guy Harlé d'Ophove, président de la Fédération des chasseurs de l'Oise. Ils auront pour mission d'alerter les forces de l'ordre pour des voitures abandonnées, dépôts d'ordures sauvages, braconnage, véhicule suspect... Une « milice observatrice » qui pourrait faire sourire si elle n'était pas le signe effarant des dérives d'une société imbibée par la peur, la suspicion et le retrait des services publics.

La culture sabordée

L'annonce du retrait de la candidature française à l'Exposition universelle 2025 par le Premier ministre Édouard Philippe pose de nombreuses questions comme le rappelle le député PS Luc Carvounas, également vice-président du comité : « *On a construit cette candidature en partant des territoires, le congrès des maires nous a accueillis depuis sept ans pour travailler dessus, et nos*

compatriotes nous montraient une appétence encore plus grande que pour les Jeux olympiques ! Mais quand il était maire du Havre, Édouard Philippe ne s'y est jamais intéressé, alors qu'Emmanuel Macron en était un ardent défenseur. » Construit sur un modèle économique n'impliquant pas d'argent public, cette aventure est donc abandonnée. En parallèle, les JO de Paris ou la Coupe du monde de rugby (très coûteux pour le contribuable) auront bien lieu.

Prison : vers un business à l'américaine

Plus d'un tiers des prisons françaises sont en partie gérées par des grands groupes privés, un mouvement de privatisation entamé depuis trente ans qui continue de s'intensifier. De la gestion des repas à l'accueil des familles, de la construction des maisons d'arrêt au travail pénitentiaire, une poignée d'entreprises se sont saisies de ce nouveau marché lucratif. L'État débourse près de six milliards d'euros par an pour payer leurs services. Sur les contrats de construction et maintenance, ce sont les grands groupes de BTP qui raflent les contrats. Bouygues possède et gère six prisons. Spie Batignolles en a trois ; Eiffage, quatre en France et une en Belgique. Eiffage a décidé, il y a quelques années, de vendre 80 % de sa filiale chargée des prisons à un fonds d'investissement belge. □ A. B.

bonne volonté un peu ondoyant, lequel confia à *La Croix*⁴ « que la prise de position du MRJC serait relue » au cours de cette rencontre et à *La Vie*⁵ que « le problème, ce n'est pas d'être contraire à ce que prône la Marche pour la Vie – qui n'est pas, d'ailleurs, une initiative de l'Église catholique. Cela fait partie de la libre expression, nécessaire, de tous les mouvements de fidèles. Ils posent une vraie question au passage : comment fait-on pour promouvoir la vie ? Le problème, c'est que c'est contraire à ce à quoi rend attentif l'Église sur la défense de la vie et sur le questionnement face à l'IVG ». Il dénonce au passage les « réactions odieuses » de certains de ses confrères... Au fond, tout commence. Car il ne saurait être question de tancer, une nouvelle fois, le MRJC, mais au contraire chercher à aller plus loin que les discours de haine portés par les marcheurs pour la vie – et leurs soutiens épiscopaux – qui, sous prétexte de défendre l'embryon, en profitent en général pour dénoncer la politique pro-migrants de François. Il s'agit de sortir de ce blanc ou noir qui enferme l'Église dans l'obscurantisme et ne fait pas honneur à son « expertise en humanité ». Enfin, il s'agit bien de savoir quel type d'Église nous voulons : ou bien elle est ouverte, « hôpital de campagne » pour reprendre l'expression bergoglienne consacrée, ou bien elle est fermée telle la citadelle assiégée, et se condamne dès lors à la disparition pure et simple. Une grande responsabilité repose sur la hiérarchie mais aussi sur les chrétiens, lesquels doivent s'emparer de ces sujets, s'y former et ne pas attendre les directives tombées tout droit du haut de la pyramide ecclésiale pour agir. □

1. <http://www.famillechretienne.fr/filinfo/mgr-ginoux-il-fallait-que-quelqu-un-reponde-au-mrjc-231174>

2. <http://missiondefrance.fr/actualites/a-la-une/>

3. <https://twitter.com/MgrWintzer/status/957189659544694791>

4. https://www.la-croix.com/Religion/Catholicisme/France/Declaration-sur-l'avortement-le-vicaire-general-de-la-Mission-de-France-defend-le-MRJC-2018-01-26-1200909120?from_univers=lacroix (article payant)

5. http://www.lavie.fr/debats/chretiensdebats/mrjc-apres-une-semaine-de-polemique-sur-l-ivg-explication-en-vue-a-la-cef-27-01-2018-87689_431.php

VERBATIM

La difficulté de vivre un dialogue intra-ecclésial

« Vous m'avez invité à m'exprimer sur le débat concernant le communiqué du MRJC au sujet de la Marche pour la Vie, et les réactions qu'il a suscitées. Je le fais bien volontiers, cherchant surtout à dégager les enjeux d'une telle polémique.

Une fois encore, nous constatons la difficulté de vivre un dialogue intra-ecclésial. Il est pénible de constater qu'entre catholiques, on se laisse enfermer dans des positions clivantes et qu'on ne puisse se parler que par communiqués interposés. Cela ne permet pas d'engager un vrai dialogue, ni une réelle prise en compte de la position de l'autre, prenant le temps nécessaire pour tenter de la comprendre et consentir à accueillir chez lui une part de vérité dans ce qu'il exprime. Même si la position de l'équipe des jeunes du MRJC concernant l'IVG comme droit fondamental est discutable,

il faut aussi prendre en compte leur souci de l'écoute et de l'accompagnement des femmes qui ont eu recours à cette pratique toujours éprouvante. Il faut donc poursuivre le dialogue avec eux pour redire en quoi l'avortement est une pratique qui interroge gravement au regard de l'Évangile de la vie, mais aussi écouter ce qu'ils ressaisissent des drames humains dont ils sont les témoins. Dire « non » à l'avortement, ce ne peut pas être dire « non » à la rencontre et au dialogue avec celles qui ont recours à cette pratique. Si le dialogue n'avait pas lieu, cela montrerait que le Concile Vatican II n'est pas encore reçu sur la relation de l'Église avec le monde de ce temps.

Le pape François, très soucieux de mettre en œuvre le Concile dans la vie quotidienne de l'Église catholique, nous interpelle souvent sur notre capacité à la rencontre et au dialogue dans une démarche de Miséricorde. Engager le dialogue avec les personnes, ce n'est jamais, selon lui, céder à une posture de démission ni nous laisser glisser paresseusement vers le relativisme. C'est, au contraire, profondément respecter l'autre dans ce qu'il vit, ce qu'il éprouve et ce qu'il espère. L'annonce de l'Évangile requiert une telle écoute, un tel respect et une authentique prise en compte de la réalité des situations humaines. L'évangélisation passe par ces processus patients d'accompagnement et d'aide au discernement. Ce n'est pas démissionner, ni taire ce que l'Évangile veut nous faire découvrir. Le pape l'affirme clairement dans *Amoris laetitia* : « Comprendre les situations exceptionnelles n'implique jamais d'occulter la lumière de l'idéal dans son intégralité ni de proposer moins que ce que Jésus offre à l'être humain... L'Évangile lui-même nous demande de ne pas juger et de ne pas condamner (cf. Mt 7, 1; Lc 6, 37). Jésus attend que nous renoncions à chercher ces abris personnels ou communautaires qui nous permettent de nous garder distants du cœur des drames humains, afin d'accepter vraiment d'entrer en contact avec l'existence concrète des autres et de connaître la force de la tendresse. Quand nous le faisons, notre vie devient toujours merveilleuse. » (n° 307-308).

Si la polémique à propos de la déclaration du MRJC pouvait aider les catholiques à approfondir l'attitude pastorale de l'Église voulue par le Concile, et que François nous invite à mettre en œuvre de façon urgente, ce serait bien. Nous ne pouvons renoncer à être une Église soucieuse de promouvoir la vérité de l'Évangile du Christ dans un compagnonnage humain et fraternel avec tous. □ + Jean-Luc Brunin Évêque



Chili : les excuses du pape François en question

Régine et Guy Ringwald

« Quand on m'aura apporté une seule preuve contre lui, là, je parlerai. Il n'y a pas une seule preuve contre lui, ce sont des calomnies. C'est clair? » C'est sur ces mots très durement ressentis par les victimes du pédophile Karadima et les laïcs d'Osorno, que le pape a quitté Iquique et le Chili, jeudi 18 janvier. Un ton qui rappelle celui d'une certaine vidéo, tournée sur la Place Saint Pierre en mai 2015¹. Il soutient ainsi, de façon dure et définitive, l'évêque Barros qui a été pendant des décennies, mêlé au scandale Karadima. Ces paroles ont fait l'effet d'une terrible provocation sur les victimes. Colère plus que découragement, d'ailleurs.

Quelqu'un qui a tout de suite perçu l'étendue du désastre, c'est le cardinal O'Malley. Dès samedi 20, il signait un communiqué officiel émis par l'Archevêché de Boston. D'entrée, il dit combien les propos du pape peuvent faire de mal. Nous les reprenons ici : « *Il est compréhensible que les déclarations du pape, hier à Santiago², Chili, ont été une source de grande souffrance pour les victimes d'abus sexuels par le clergé ou tout autre prédateur. Les mots que porte ce message : « si vous ne pouvez pas prouver l'objet de votre réclamation, vous ne serez pas cru » constituent un abandon de ceux qui ont eu à souffrir les violations criminelles, répréhensibles, de leur dignité humaine, et relègue les victimes à un exil dans le discrédit.* » Dans la suite, le cardinal apporte à son propos la révérence qui sied, disant qu'il est témoin de la compassion du pape pour les victimes, et que celui-ci « *reconnaît les fautes insignes de l'Eglise et de son clergé qui ont abusé d'enfants, et l'impact dévastateur de ces crimes sur les victimes et ceux qu'ils aiment.* » Le Cardinal termine toutefois en affirmant son engagement en faveur des victimes,



Extrait de l'affiche du film chilien *El Bosque de Karadima* paru en 2016 © DR

« *pour guérir tous ceux à qui on a fait tellement mal, et pour veiller à faire tout ce qui est possible pour assurer... que ces crimes n'arrivent plus jamais* ». Le propos est clair : le cardinal n'a pas pris sa plume pour dire que François a de la compassion, c'est l'accroche qui porte le message. Il est assez inhabituel qu'un cardinal critique ouvertement les paroles du pape pour que cela pèse son poids. D'ailleurs, les victimes et les laïcs d'Osorno ne s'y sont pas trompés : le message du cardinal O'Malley a été mis en opposition aux propos du pape, et reçu très positivement. Le cardinal O'Malley sait de quoi il parle. A Boston, il a eu à purger les affaires de pédophilie relatées dans le film *Spotlights*. Il a présidé la Commission pontificale pour la protection des mineurs³, et n'entend pas voir mettre en péril tant d'années de travail.

« Preuve » et « calomnies »

Dans l'avion qui le ramenait de Lima, le pape a donné son habituelle conférence de presse. Il a été évidemment interrogé sur les propos qu'il avait tenus à Iquique. Et c'est là qu'interviennent les excuses : « *Je dois présenter des excuses parce que le mot « preuve » a blessé tant de personnes victimes d'abus*... » « *Entendre le pape leur dire en face « apportez-moi une lettre avec la preuve », c'est une giflette et je me rends compte maintenant que mon expression*

n'a pas été heureuse. » Lundi 22 janvier à 16h, *La Croix* met en ligne un article qui relate ces propos. Le pape a présenté des excuses : le cas est assez rare pour que la nouvelle soit reprise dans la presse, et éclipe la suite du propos. En effet, si on lit bien la suite de son intervention, tant dans le texte d'origine que dans les articles, le pape maintient sa position sur l'évêque Barros, et même le terme de « calomnies ». Mais tout ce qu'on retient, ce sont les excuses. Or, les excuses étaient un bel écran de fumée. Et la façon dont la presse a orchestré la nouvelle, un bel exemple de conformisme. Réglant au passage l'incident O'Malley, le pape remercie le cardinal : « *Sa déclaration a été très juste. Je dois le remercier. Il se réfère à la douleur des victimes en général* » : « *en général* », pas de celles de Karadima.

Le propos recueilli dans l'avion était évidemment destiné à usage externe, pour colmater les premiers effets de l'intervention d'Iquique. Est-il utile de préciser que les victimes et les laïcs d'Osorno ont tout de suite vu la faille : le terme « preuve » était une chose, mais le mot de « calomnies » était pour eux beaucoup plus grave. Cette fois, ils ont conscience qu'ils sont frontalement opposés au pape. Il n'y a plus de précaution particulière à prendre, le pape n'est plus un arbitre, il a pris parti. Ils n'ont plus de recours par

les voies institutionnelles, et le pape n'a plus de protection, ni de fusible. C'est un cas unique dans les annales, au moins « de mémoire d'homme ». En fait de preuves, les victimes ressortent les documents des procès judiciaire et canonique: procès de Karadima, mais où Barros est très présent. Et ce n'est pas beau à voir ! Parmi les premières réactions, relevons : « *La question que devrait se poser le Pape (qui n'est pas un tribunal) est de savoir si le*

maintien de Barros est signe d'unité » (J-C Claret, Osorno), « *Ce qu'a fait le pape aujourd'hui est offensant et douloureux, et pas seulement pour nous, mais aussi pour tous ceux qui luttent pour créer des conditions où il y ait moins d'abus et plus d'éthique dans des lieux comme l'Eglise catholique.* » « *Tout ceci est grave et nous croyons que finalement cela révèle un visage inconnu du pontife et d'une grande partie de la hiérarchie de l'Église.* » (déclaration

des victimes) Toute la semaine qui a suivi, de multiples prêtres et de religieux ont renouvelé leur soutien aux victimes et aux chrétiens d'Osorno, sur un ton qui montre que le temps des précautions est dépassé. Pour eux au moins, l'écran de fumée n'a pas fonctionné. □

1. Golias Hebdo n° 469.
2. C'était en fait à Iquique.
3. Avec bien du mal : voir notamment Golias Hebdo n° 473.

LIGNES DE CRÊTE

Pascal Hubert

Désir, joie et... libre pensée

« *Tous les préjugés que j'entreprends de signaler ici dépendent d'un seul : les hommes supposent communément que toutes les choses naturelles agissent, comme eux-mêmes, en vue d'une fin, et bien plus, ils considèrent comme certain que Dieu lui-même dispose tout en vue d'une certaine fin, car ils disent que Dieu a fait toutes choses en vue de l'homme, mais il a fait l'homme pour en recevoir un culte.* »

L'auteur de ces lignes est né à Amsterdam au XVII^e siècle, dans une famille juive ayant fui les persécutions de l'Inquisition. Il suivra les cours de l'école juive élémentaire, où il fera des études à la fois théologiques et commerciales. Puis il approfondira sa connaissance de la Torah. Il découvrira, par la suite, la philosophie grâce à Franciscus van den Enden, philosophe libre penseur, qui fondera une école à Amsterdam. Il s'y inscrit, apprend le latin, et découvre les grands penseurs comme Hobbes, Bacon, Machiavel. Peu à peu, par le seul exercice de la raison, il remettra en question les croyances de sa communauté, s'attirant inévitablement l'hostilité de certains de ses membres. Finalement, en 1656, refusant de faire pénitence, les autorités rabbiniques le frappent par un *bérem* (excommunication), qui le maudit de façon définitive pour hérésie.

La volonté de dieu, cet asile de l'ignorance

Vous l'aurez peut-être reconnu ? Il s'agit de Baruch de Spinoza, et de l'incipit tiré de *L'Éthique*. Il sera précurseur des Lumières et de nos démocraties modernes, lecteur critique de la Bible. Il bâtit une

philosophie du désir et de la joie qui révolutionne aujourd'hui encore notre manière d'appréhender le monde qui nous entoure. Ainsi, au travers de son œuvre, Spinoza s'oppose frontalement à l'idée que le mal serait le fruit de la faiblesse de l'homme ou d'une « *défectuosité de la nature humaine* », faiblesse qui elle-même serait due au péché originel d'Adam et à la Chute. Pour lui, il n'y a pas de Dieu transcendant, extérieur au monde, personnel ou juge. Dieu est tout ce qui existe, il est la Nature. Toute son œuvre entretiendra ainsi une relation critique avec les positions traditionnelles des religions monothéistes que constituent le judaïsme, le christianisme et l'islam.

Et ce qui est proprement révolutionnaire chez Spinoza tient au fait qu'il a l'immense mérite de nous réconcilier avec notre désir, nos affects et notre besoin de comprendre le monde par la raison et non plus par les dogmes religieux de la transcendance divine et d'une révélation surnaturelle. Sa philosophie le fera passer, on pouvait s'en douter, pour un auteur athée.

Pourtant, sa pensée d'homme libre face à Dieu devrait nous interpeller tout particulièrement en ces temps troublés où la religion semble vouloir conquérir à nouveau les esprits et les sociétés, au besoin par la contrainte. Pour Spinoza, en effet, si tous les hommes étaient assez rationnels, ils choisiraient tous de vivre dans une démocratie tolérante et laïque...

Il ne sera pas entendu. C'est donc à l'âge de vingt-quatre ans que Spinoza sera banni de sa communauté, par ces mots d'une violence inouïe : « *À l'aide du jugement*

des saints et des anges, nous excluons, chassons, maudissons et excrions Baruch de Spinoza avec le consentement de toute la sainte communauté en présence de nos saints livres et des six cent treize commandements qui y sont enfermés. Nous formulons ce bérem comme Josué le formula à l'encontre de Jéricho. Nous le maudissons comme Élie maudit les enfants et avec toutes les malédictions que l'on trouve dans la Loi. Qu'il soit maudit le jour, qu'il soit maudit la nuit ; qu'il soit maudit pendant son sommeil et pendant qu'il veille. Qu'il soit maudit à son entrée et qu'il soit maudit à sa sortie. Veuille l'Éternel ne jamais lui pardonner. Veuille l'Éternel allumer contre cet homme toute Sa colère et déverser sur lui tous les maux mentionnés dans le livre de la Loi : que son nom soit effacé dans ce monde et à tout jamais et qu'il plaise à Dieu de le séparer de toutes les tribus d'Israël en l'affligeant de toutes les malédictions que contient la Loi. Et vous qui restez attachés à l'Éternel, votre Dieu, qu'Il vous conserve en vie. »

Muni de ce viatique, il ne restait plus à Baruch qu'à... s'exiler loin des siens et de sa communauté d'origine, par amour de la vérité. Il quitta donc la société d'import-export familiale et gagna sa vie en taillant des lentilles optiques pour lunettes et microscopes. Et, demeuré fidèle à sa seule raison, il écrivit l'œuvre que l'on sait... À sa mort, le 21 février 1677, ceux qui l'avaient banni resteront persuadés qu'il puisait sa science en enfer. Nul n'est décidément prophète en son pays et la volonté de dieu, érigée de fer et de sang par des hommes pétris de certitudes, n'est jamais que l'asile de notre propre ignorance... □

Pour un libre échange : hubert.pascal333@gmail.com

Dieu inconnaissable, et pourtant proche

Nicolas de Brémond d'Ars

Nous avons été un peu imprudents, dans la chronique précédente. Nous avons fait comme s'il était évident que, d'une part Dieu est un personnage réel, et pas seulement une production de notre cerveau ; et que, d'autre part, ce Dieu-là entre délibérément en relation avec les petits humains que nous sommes. C'est un vrai parti-pris, qui nous inscrit dans un courant de pensée contestable, et contesté parfois.

« *L'hypothèse Dieu* » : c'est une expression qui vient tout de suite à l'esprit dans le monde contemporain. D'autant plus fortement qu'en France nous ne vivons que sur un équilibre précaire entre : « *La foi, c'est personnel* », qui convient parfaitement avec une laïcité fermement affichée, et : « *Les religions ont le droit de s'assembler publiquement* », qui est compris dans la Loi de Séparation de 1905. C'est renforcé par la pluralité des « *spiritualités* », des croyances, voire des dieux !

Il est donc très important de préciser quelques contours de ce personnage que nous nommons : Dieu!

Il n'y aurait pas besoin d'un dieu si nous arrivions à faire les choses par nous-mêmes ; l'homme fort se passe très bien de l'hypothèse Dieu. Il la laisse à l'homme faible. Voilà une affirmation tendancieuse, relativement partagée, si ce n'est à voix haute, du moins dans un certain nombre de raisonnements. Nous allons la repousser vigoureusement : si Dieu n'est que le cache-misère de l'homme, le survêtement vitaminé qui lui permet d'affronter la création si riche, alors nous n'avons pas besoin de Dieu.

Rassurons-nous, car celui que la bible nomme : l'éternel, le Seigneur, voire « Dieu », n'est pas une béquille pour des humains en mal de confiance en eux.

Malgré tout, la figure d'un Dieu interventionniste n'est pas complètement incongrue. Elle se loge au creux des difficultés humaines, « du mal » pourrions-nous dire. Sont en cause les sempiternels échecs d'une multitude de nos

contemporains et les inévitables faiblesses humaines. Si nous nous contentons de les déplorer (« tant pis pour lui/elle ! », « *vae victis !* »), qu'avons-nous de plus que les animaux, qui abandonnent leurs malades aux prédateurs ? Heureusement, les humains sont les seuls « animaux » à avoir inventé les médecins ! Le médecin représente, par sa seule présence, la distinction la plus sûre entre l'animalité et l'humanité. La figure du thérapeute est crédible, donc se représenter Dieu comme un thérapeute n'est pas imbécile.

Donc, par quelque bout qu'on aborde le problème, la condition humaine doit s'affronter à la question du mal. Nous avons déjà mentionné deux textes pour lesquels cette préoccupation est centrale (Job, et l'Apocalypse). Pour le premier, le mal est à chercher dans les menées du « Satan » ; pour l'autre, le mal est inhérent à la finitude humaine, qui se débat dans des problèmes de survie. Auxquels s'ajoute la compétition entre les humains.

Pour schématiser, les évangiles emploient deux mots grecs : le *poneros*, qui est le fardeau (on parle de matériaux *pondéreux*, parce qu'ils pèsent lourd), et le *kakos*, qui est le mal que nous nous infligeons mutuellement. Bien entendu, le *poneros* d'un tremblement de terre peut être accentué par le *kakos* : on a omis de prendre les mesures pour sécuriser les immeubles, pour prévoir des secours. La science progresse, et on peut progressivement cerner les aléas du *poneros*. Mais progressons-nous pour réduire le *kakos* ? Pourquoi nous faisons-nous du mal les uns aux autres ?

Au-delà de la peur panique de manquer, qui est le ressort du fameux cheval blanc de l'apocalypse, il y a peut-être une réponse. Du moins, si on en croit la bible.

Frères, mais inégaux

La bible commence par énoncer sa vision du monde dans le livre de la Genèse (*Beresbit*, en hébreu). L'origine de notre univers, et de l'humanité qui est invitée à en prendre le contrôle (« dominez ! », dit Dieu à l'humain), s'accompagne d'une

réflexion subtile sur les difficultés de nos vies. Laissons de côté le célèbre chapitre 3, avec le serpent face à Adam et Eve. Car du chapitre 4 au chapitre 50, on nous parle de fraternité. Le nœud des problèmes réside dans la très difficile relation entre frères. Pour couper court à toute polémique, convenons que les personnages *masculins* sont des masculins symboliques, tout comme les personnages *féminins*, dans la bible, sont très largement les figures de collectivités (cités, familles, tribus).

Cain et Abel ; Isaac et Ismaël ; Jacob et Esaü ; Joseph et ses frères. Autant de moments fondateurs des histoires narrées dans la Genèse. Que retient-on d'un regard rapide ?

Cain est l'aîné d'Abel : ça se passe mal. Isaac est le cadet d'Ismaël, et n'est pas de la même mère : ça se passe mal. Jacob est le jumeau d'Esaü : ça se passe mal². Joseph est un parmi d'autres : ça se passe mal. La fratrie est un énorme problème, dit la bible. Quelle que soit la configuration, les frères sont violents les uns avec les autres. Il faut les séparer (Isaac et Ismaël, Joseph et ses frères), ou bien en choisir un (Jacob).

Ce qui signifie que, quelle que soit la solution adoptée, les problèmes surgissent. Pourquoi ? La bible n'en dit rien, elle constate simplement. Elle décrit des fratries désajustées, qui génèrent de la violence et de la haine.

On peut tenter, sinon une explication, au moins une généalogie.

Les enfants ne naissent pas en même temps (sauf très rare exception), mais l'un après l'autre. Un cadet grandit dans l'ombre de l'aîné. L'aîné est talonné par ses cadets. Les parents ont beau faire des efforts héroïques, ils n'arrivent pas à traiter les enfants à *égalité*. Au mieux, ils peuvent approcher de l'équité, mais jamais de l'égalité. Tout simplement parce que les contextes sont évolutifs, et donc jamais identiques. On peut travailler à réaliser une *fratrie*, mais l'égalité est hors de portée. Chaque enfant est unique, et en voyant les autres, il aspire à être « le seul », « l'unique », et, dans le



Caïn et Abel © DR

meilleur des cas, à être l'égal des autres. Nous passons tous par là. Ce qui veut dire que le fameux slogan : « Egalité, fraternité » est condamné à ne pas fonctionner ! A moins que la fraternité soit complètement autre chose que la fratrie. Comme s'il fallait, pour chacun, passer de la fratrie à la fraternité. Comme on ne peut pas réaliser cela tout seul, il faut une « force » extérieure qui pousse les humains à croire que c'est possible – voire souhaitable. Cette force est d'abord une idéologie, mais elle ne saurait exister dans la durée sans un imaginaire puissant pour la soutenir. Enfin, comme tout mouvement de pensée, il faut des gens pour le porter, pour l'incarner et le rendre crédible. Alors on peut construire plus ou moins efficacement une société dans laquelle l'égalité vient qualifier la relation entre tous. Egalité fondée sur le sentiment d'être frères (en un sens nouveau, bien sûr), ce qui veut dire où l'on prend soin les uns des autres.

N'allons pas plus loin sur ce sujet. Car chacun aura compris que la révélation biblique se propose de réaliser ce projet d'égalité dans la fraternité. A vrai dire, c'est la seule solution pour surmonter les difficultés entre les gens. Si chacun est garanti de ne pas être lésé par son

voisin (loi), si chacun est assuré que tout manquement sera puni (justice), et qu'une réparation est prévue, et si l'état d'esprit est garanti par une autorité – c'est-à-dire une « force » qui fournit les moyens concrets pour réaliser ce qu'elle propose, pourquoi le mal serait-il vainqueur ?

Il y aura toujours des gens pour refuser cette perspective, ou pour la sacrifier à des intérêts particuliers. Après tout, mieux vaut être riche et bien portant que pauvre et malade ! Même lorsque c'est au prix de l'inconfort des « autres ».

Résumons-nous. Nous naissons tous dans des familles où les uns et les autres sont inégaux, soit par construction sociale (règles d'héritage), soit par les circonstances (ordre de naissance, contexte économique ou psychologique). Le socle de notre construction humaine est donc l'inégalité. Exacerbée, elle est source de désordres, de mal que l'on s'inflige les uns aux autres ; soit parce que les autres sont des concurrents dangereux, et il faut les neutraliser, soit parce qu'on veut être traité à égalité. Il faut une opération puissante pour passer de la fratrie à la fraternité, à cette qualité de relations qui établit une égalité entre tous. Le projet biblique est d'offrir, par la

relation à Dieu, les moyens de parvenir à cette fin. Et Dieu garantit, par sa présence et son action, que le mal n'aura jamais le dernier mot.

Il reste que cet objectif *impose quasiment la figure divine* : ce n'est pas un Dieu qui chapeaute les hommes de loin et d'en-haut ; ce n'est pas un Dieu purement compassionnel, qui corrigerait les erreurs ; c'est un Dieu « compagnon », qui sollicite la liberté de chacun pour s'extraire victorieusement de la fratrie et de l'inégalité, et en offre les moyens. Donc, un Dieu discutant, capable de modifier ses plans parce que son meilleur partenaire le lui demande (cf. la négociation d'Abraham en Gn 18).

C'est de ce Dieu-là que les « appelés » vont parler et vivre dans le monde qui se bâtit jour après jour. A suivre... □

1. Jean-François Bouthors, *Délivrez-nous de « Dieu »*. De qui donc nous parle la Bible ?, Paris, Médiaspaul, 2014.

2. Remarquons que toutes les positions sont représentées : aîné, cadet, jumeau, et un parmi d'autres.

Changer la vie

Paul Fleuret

5^e dimanche ordinaire - B - 4 février 2018

Marc 1, 29-39 : Aussitôt sortis de la synagogue, ils allèrent, avec Jacques et Jean, dans la maison de Simon et d'André. Or, la belle-mère de Simon était au lit, elle avait de la fièvre. Aussitôt, on parla à Jésus de la malade. Jésus s'approcha, la saisit par la main et la fit lever. La fièvre la quitta, et elle les servait.

Le soir venu, après le coucher du soleil, on lui amenait tous ceux qui étaient atteints d'un mal ou possédés par des démons. La ville entière se pressait à la porte. Il guérit beaucoup de gens atteints de toutes sortes de maladies, et il expulsa beaucoup de démons ; il empêchait les démons de parler, parce qu'ils savaient, eux, qui il était.

Le lendemain, Jésus se leva, bien avant l'aube. Il sortit et se rendit dans un endroit désert, et là il pria. Simon et ceux qui étaient avec lui partirent à sa recherche. Ils le trouvent et lui disent : « Tout le monde te cherche. » Jésus leur dit : « Allons ailleurs, dans les villages voisins, afin que là aussi je proclame l'Évangile ; car c'est pour cela que je suis sorti. » Et il parcourut toute la Galilée, proclamant l'Évangile dans leurs synagogues, et expulsant les démons.

Au temps de Jésus, en Galilée, beaucoup n'allaient pas bien. Dans leur corps : fièvre, maladies et infirmités de toutes sortes, douleurs incurables. Dans leur tête et leur

psychisme : on les voyait s'agiter et crier de façon insensée, délirer à tout propos. Beaucoup de misère, et de souffrance. De celles qui aliènent, qui empêchent de mener une vie pleinement humaine. Comme dit l'auteur du livre de Job : « *Vraiment, la vie de l'homme sur terre est une corvée.* »

Mais de plus, la croyance persistait que tous ces mal-être étaient soit la conséquence de péchés personnels, soit dus à l'influence de démons. En conséquence, tous ces pauvres gens se voyaient mis à l'écart du groupe social, exclus du peuple qui se disait l'élu de Dieu. Ils étaient « impurs », infréquentables.

Et au beau milieu de toute cette souffrance, voilà Jésus qui proclame que « *le temps est accompli et le Royaume de Dieu est proche* ». Mais selon l'évangéliste Marc, il ne se contente pas de beaux prêches : il passe à l'action. Son agir inaugure déjà ce Royaume. Ayant la conviction intime que tout humain vaut plus que la somme de ses actes et que le plus abimé par la vie, dans son corps ou son psychisme, garde une valeur infinie, il pose des actes de libération. La belle-mère ? il la fait lever (verbe qui sera utilisé pour parler de sa résurrection pascalle). Les malades, en mauvais état ? il les guérit (verbe grec *thérapeuō* : prendre soin, soigner). Les « démonisés » ? il les libère de leur enfermement morbide en



« *jetant dehors leurs démons* ». Il nous est difficile, gens du XXI^e siècle, de voir dans ce récit de Marc le rapport de faits historiques, de « miracles » (mot inconnu du Nouveau Testament !). Sans doute faut-il plutôt lire ce texte comme le témoignage des premiers chrétiens : Jésus a été perçu comme un homme dont la rencontre redonnait goût à la vie, ravivait l'espérance, rendait à chacun sa dignité inaliénable. Et cela, dans sa foi en son Dieu qu'il appelait Père : ainsi, Marc signale sa retraite matinale pour prier dans un endroit désert. □

URBI ET ORBI

Une bouteille à la mer

La Conférence des évêques de France vient de lancer une campagne nationale d'appels aux dons désormais traditionnelle. Contrainte et forcée de pallier à la perte de 200 000 donateurs en l'espace de dix ans. Dans les faits, plusieurs des 11 000 salariés de l'Église sont en danger selon l'archevêque d'Auch : « *Ce qui permet de tenir et de gérer, c'est un régime de rigueur. Lorsqu'il y a un départ à la retraite d'une personne, on réétudie le poste pour voir comment on peut s'organiser autrement.* » Ailleurs, Monseigneur Pascal Delannoy, l'évêque de Seine-Saint-Denis déplore les 800 000 euros de pertes annuelles sur son territoire.

Togo : des évêques préoccupés

Alors que le Togo connaît une crise sociopolitique depuis six mois, les évêques des sept diocèses ont unanimement évoqué cette crise et appelé à une solution pacifique lors de leurs vœux pour 2018. Rappelant qu'« *un seul mort est déjà un mort de trop, car les*

divergences entre Togolais ne devraient pas se résoudre dans la violence, le sang et la mort ». Depuis août, le pays connaît une crise sans précédent, avec de gigantesques manifestations de rue pour réclamer la limitation du mandat présidentiel, le vote de la diaspora et la démission du président Faure Gnassingbé. Plusieurs morts manquent à l'appel depuis.

« Amoris laetitia » attaquée

Si les avancées du pape François concernant la question des divorcés-remariés restent timides, c'est déjà trop pour les autorités catholiques du Kazakhstan. En effet, l'évêque d'Astana, son auxiliaire et un évêque émérite dénoncent le contenu de l'exhortation apostolique *Amoris laetitia* ouvrant, sous certaines conditions, les sacrements à certains divorcés-remariés et notamment l'eucharistie. Mgr Carlo Maria Vigano, nonce apostolique émérite aux États-Unis, et Mgr Luigi Negri, archevêque émérite de Ferrare et connu pour ses critiques acerbes du pape François, auraient également apposé leur signature au texte. □ A. B.

En marche pourquoi ?

Année B 5ème dimanche ordinaire

Psaume : Ps 146, 1,3, 4-5, 6-7

En version grecque et latine, le psaume 147 de la Bible hébraïque est divisé en deux. Division discutable mais puisque les versets 1 à 11 formeraient une unité propre, restons-en aux limites du psaume 146 tel que proposé dans la Bible liturgique. La traduction du verset 1 « *Il est bon de fêter notre Dieu, il est beau de chanter sa louange* » ne rend pas le côté exubérant du texte original : la formulation est passive alors que le texte hébreu s'ingénie à mettre de l'action et du dynamisme jusqu'à une folle ambiance par ce premier verset : « *Eclatez vous ("Halal") (Louez Yah=Alléluia) car il est super de célébrer Dieu, il est chouette, ça vaut le coup de le louer ("Tehillah").* »

Bon d'accord, nous venons de compatir à la misère de Job, et nous allons entendre l'apôtre Paul, dire combien son apostolat difficile, mérite d'être pris en compte... Dans le cadre de ces Lectures plutôt moroses, le cantique invite à l'expression festive et à la reconnaissance joyeuse du Dieu qui délivre : le psalmiste revient avec les déportés de la grande épreuve de l'exil. Il explose en louanges devant les portes de Jérusalem rebâti avec/par le Seigneur. Ce Dieu qui guérit les cœurs brisés et soigne leurs blessures, s'il donne un nom



à chaque étoile, c'est qu'il connaît aussi chacun de nous en particulier... Il soutient ceux qui souffrent, au contraire il rabaisse

les méchants. Face à cette réalité divine que devons nous faire ? La foule cherche Jésus, le thaumaturge, elle est en quête d'un grand personnage « médiatique ». Mais lui s'est levé tôt pour se retirer dans un endroit désert. « *Tu es béni, Père, pour avoir révélé tout cela aux petits.* » La louange, l'action de grâces est sa prière à Lui. Ses disciples ne vivent pas encore l'intensité de l'Évangile. Il leur dit donc : « *Partons ailleurs, dans les villages voisins, afin que là aussi je proclame la Bonne Nouvelle ; car c'est pour cela que je suis sorti.* »

A nous qui sommes de retour après bien des épreuves endurées, le psalmiste demande : « *Entonnez pour le Seigneur l'action de grâce, jouez pour notre Dieu sur la citbare !* » Attentifs à l'épreuve de Job, conscients des difficultés de l'apostolat pour ceux qui ont cette charge, nous nous mettons aussi en route : « *Le Seigneur se plaît avec ceux qui le craignent, avec ceux qui espèrent son amour* », il ne les laissera pas tomber... Mais qui sera en mesure de le leur dire, et comment ? Ceux qui moralisent auprès de Job et les Corinthiens volages et querelleurs, devraient se taire, se mettre en espérance de la fidélité de Dieu... se mettre à leur tour à guérir, à chasser les idées noires... C'est chouette, ça vaut le coup de louer DIEU, vraiment ?

NOUVEAUTÉ

LA FACE CACHÉE de Thérèse de Lisieux

Voir bon de commande p. 24



10,5 €

10,5 €

Relativité

Michel Théron

Nos jugements moraux sont relatifs à l'état de nos organes et à l'acuité de nos perceptions. Diderot l'a bien montré dans sa *Lettre sur les aveugles*. Ces derniers n'ont pas la même éthique que nous. La plus grande faute pour eux est le vol, parce qu'on peut les voler sans qu'ils s'en aperçoivent. Et à l'inverse de nous, puisque ne voyant pas, ils ne font aucun cas de la pendeur : n'était l'inclémence du temps ils iraient volontiers tout nus.

C'est à quoi j'ai pensé en lisant un intéressant article : *La Suisse interdit de plonger les bomards vivants dans l'eau bouillante, au nom du bien-être animal* (Franceinfo avec AFP, 11/01/2018). Désormais ces crustacés devront être assommés au moyen de chocs électriques entraînant la destruction de leur cerveau avant d'être mis à mort. On pense qu'ils possèdent des systèmes nerveux complexes et qu'ils ressentent de la douleur lorsqu'ils sont ébouillantés. Il est vrai qu'ils ne crient pas, pas plus que le pauvre poisson agonisant de longues minutes à l'air libre, victime du brave pêcheur à la ligne qu'on dit pourtant bien



pacifique ! S'ils le faisaient, notre ouïe les prendrait en pitié.

« Nous avons, dit Diderot, de la compassion pour un cheval qui souffre, et aucune pour une fourmi que nous écrasons sous notre talon. » Ici c'est la vue qui est en question :

le gros animal nous émeut, pas le tout-petit. Pourrions-nous faire comme ces disciples du jaïnisme indien, chez qui le principe de non-violence (*ahimsa*) est si respecté que certains portent devant leur bouche un écran qui les empêche d'avaler les insectes, ou balaient la route devant eux pour ne pas écraser un animal ?

Les végétariens même oublient qu'un végétal, quel qu'il soit, est lui aussi vivant. Que sait-on de ce qu'il ressent ? En fait nous ne vivons qu'en tuant du vivant. La vie de tout être n'est possible que par la mort d'autres êtres. C'est à ce prix qu'elle se perpétue, et le monde n'est qu'un immense massacre. Faut-il alors être reconnaissant à l'imperfection occasionnelle de nos organes, qui nous aveugle à cette vérité ? ☐

Le dernier livre de Michel Théron, *Sur les chemins de la sagesse*, est disponible sur commande en librairie, ou directement sur le site de son éditeur BoD : <https://www.bod.fr/livre/michel-theron/sur-les-chemins-de-la-sagesse/9782322080823.html> (248 pages, 9,99 euros)

Faites un don à Golias Hebdo

Golias Hebdo est votre journal, nous faisons appel à vous : pour garantir notre liberté d'expression...

Je fais un don de € au profit exclusif de « Golias Hebdo ».

Et je libelle mon chèque à l'ordre de : « Presse et pluralisme » / Opération *Golias Hebdo*. (Je précise mes coordonnées afin que « Presse et pluralisme » puisse émettre le reçu fiscal qui me permettra de bénéficier de la réduction d'impôt* sur le revenu 2017 acquitté en 2018) ou via notre site Internet par carte bancaire (paiement sécurisé) à l'adresse suivante : www.golias-editions.fr/article4836.html. (*Tous les dons à Presse et Pluralisme vous permettent de bénéficier d'une réduction d'impôt de 66 % dans la limite de 20 % de votre revenu imposable.)

Nom

Prénom

Adresse

Code postal

Ville

Courriel

Si vous souhaitez faire bénéficier Golias Hebdo d'un don défiscalisé, voici la marche à suivre :

- libeller votre versement à : « Presse et pluralisme » / Opération *Golias Hebdo* ;
- remplir le coupon ci-dessous (ou une photocopie) ;
- l'envoyer à « Presse et pluralisme », TSA 32649, 91764 Palaiseau Cedex ;
- ne pas écrire directement à *Golias Hebdo*, nous serions contraints de réexpédier votre coupon à « Presse et pluralisme », afin qu'il soit enregistré ;
- votre reçu fiscal vous sera envoyé au moment de la déclaration d'impôt sur les revenus de 2017.

Les plaisirs du palais

Tourte mille saveurs

Eva Lacoste

La tourte est toujours une aventure et une découverte. Il en est des centaines sous toutes les latitudes, servies dans une enveloppe de pâte, garnies de légumes, de poisson ou de viande. C'est un appel à la créativité chez tous ceux qui laisseront leur empreinte dans un histoire culinaire toujours à la recherche de nouvelles saveurs. La tourte bénéficie aussi d'un statut particulier qui place le maître ou la maîtresse de maison au rang des chefs étoilés. Pas d'hésitation donc... Et surtout, prenez l'habitude de faire vous-même la pâte, c'est nettement meilleur.

Déposez de la farine (400 g) dans une terrine et creusez une fontaine. Ajoutez une pincée de sel, des œufs (2), du beurre en parcelles (120 g) et de l'eau (5 cl). Mélangez jusqu'à ce que la pâte soit homogène et souple. Laissez reposer au moins une heure. C'est la clé de la réussite.

Faites cuire séparément des champignons de Paris (200 g) avec de l'ail (2 gousses), des oignons (2) finement émincés, des pommes de terre (300 g) en fines rondelles coupées en deux et des lardons (250 g). Mélangez le tout avec du persil (2 cuill. à soupe) et de la crème épaisse (15 cl environ). Assaisonnez de poivre et de muscade.

Étalez les deux tiers de la pâte sur un plan de travail, et disposez-la dans une tourtière beurrée et farinée en laissant un débord.

Versez la préparation, en ayant soin qu'elle soit complètement refroidie (1/2 heure environ) afin que la pâte gonfle à la cuisson. Placez au-dessus le disque formé à partir de la pâte restante, et dorez avec un jaune d'œuf mélangé avec de l'eau (1 cuill. à café). Faites un trou au centre, maintenu ouvert avec un carton roulé. Décorez avec les chutes de pâte, dorées elles aussi, en laissant courir votre imagination. Mettez au four préchauffé à 210° (th. 7) pendant 40 minutes. Surveillez la cuisson, en recouvrant éventuellement la tourte de papier cuisson. Si vous souhaitez confectionner des tourtes individuelles, divisez le temps de cuisson par deux. □

Le conseil du sommelier

Un rouge 2012 du Domaine de Montcalmès Coteaux du Languedoc comblera vos attentes. Cette formidable cuvée a été élevée pendant plus de deux ans dans d'anciens fûts de Romanée Conti, ce qui explique en partie son niveau. Frédéric Pourtalé et son père Jean-Marie ont hissé le domaine parmi les plus en vue du Languedoc. La texture de ce Montcalmès est pulpeuse, avec une suavité croquante, des tanins fins et précis. Il transporte au cœur des paysages sauvages des Terrasses du Larzac grâce à ses parfums de garrigue. Le grenache, la syrah et le mourvèdre se marient dans un équilibre magistral.

REMUE-MÉNINGES

Daniel Duprez

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L
1												
2												
3												
4												
5												
6												
7												
8												
9												

Horizontalement

1. Condescendant. 2. Affranchissement. 3. Fait comme le lion ; parti politique ; sigle féminin.
4. Désinence verbale ; émet des ondes. 5. Ville belge ; inventeur de l'éclairage au gaz.
6. Prénom féminin ; peut précéder la matière ; algue séchée. 7. Il a son fond ; initiales de l'inventeur de la photographie. 8. Etablie ; canonisé. 9. Conjonction ; bourrées.

Verticalement

- A. Mésaventure. B. Distraction. C. Peinture murale ; envoyés. D. Grisante. E. Initiales commerciales ; bon pour le cuir. F. Sert à exclure ; argent vulgaire ; note. G. Sera averti. H. Fondamental à l'envers ; auxiliaire. I. Désinence verbale ; grondes. J. Ecrivain belge francophone de romans policiers. K. Baume ; réfléchi. L. Transgressés

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L
1	R	E	C	O	L	L	E	C	T	I	O	N
2	E	T		D	U	E	L	L	I	S	T	E
3	P	I	S		S	C	I	E	R	I	E	S
4	O	O	L	I	T	H	E		O	D	E	T
5	N	L		E	R	E		R	I	O		O
6	D	O		N	E	M		E	R	R	E	R
7	A	G		A	R	E	T	E		E	P	I
8	N	I	E		I	N	D	R	E		A	U
9	T	E	R	C	E	T		C	O	U	R	S

Solution du 25 janvier 2018

GoZias HEBDO



PARRAINAGE Aidez-nous à trouver 1000 abonnés de plus

Chaque semaine, GoZias Hebdo, l'hebdo chrétien d'actualité qui ne mâche pas ses mots !

GoZias Hebdo propose chaque semaine un travail d'information et d'analyse critique de l'actualité religieuse au carrefour des questions de société et de la géopolitique internationale.

GoZias Hebdo se situe aussi au cœur des débats intellectuels et spirituels sur le christianisme et la modernité.

GoZias Hebdo répond ainsi à une attente importante : celle d'aller de l'avant sur ce chemin exigeant mais passionnant d'un christianisme authentique et inventif, à la lumière de la grande tradition évangélique et ecclésiale inscrite dans l'histoire des hommes et des femmes de notre temps.

Un outil d'information et de **décryptage** indispensable pour une véritable **résistance** spirituelle

34 € *
au lieu de 48 €
pour six mois d'abonnement découverte

Bulletin d'abonnement

Veuillez retourner ce bon de commande en cochant les cases correspondantes et en joignant votre règlement à l'ordre de GoZias - BP 3045 - 69605 Villeurbanne cedex. Pour la Belgique virement à l'ordre de GoZias sarl, compte n° 435-3400801-61

- Je désire abonner un(e) ami(e) à GoZias Hebdo pour 6 mois (24 n°/an) au prix de 34 euros
- Je désire pré-commander le « Trombinoscope des évêques 2018-2019 » au prix de 20 euros (frais de port GRATUIT)
- Je désire commander le n° 177 de *GoZias Magazine* au prix de 10,50 euros (franco de port)
- Je désire commander le livre « La Première Pierre » au prix de 18 euros (+ 3 euros pour les frais de port)
- Règlement par chèque
- Règlement par carte bancaire (CB, VISA, ou MASTERCARD)

Montant à débiter : €

Nom du titulaire Date d'expiration :

Numéro :

Veuillez noter les 3 derniers chiffres figurant au dos de votre carte

Date et signature :

Nom :

Prénom :

Adresse :

Code Postal

Ville

Pays

Et bien sûr vous pouvez vous abonner à la formule téléchargeable sur notre site web :

<http://www.golias.fr/>